

ALGER
Saisie de plus de
1,5 million unités
de produits
pyrotechniques

P 16

LA LOI SUR LE FONCIER ÉCONOMIQUE
SERA PROMULGUÉE EN OCTOBRE PROCHAIN

Vers une redynamisation de l'investissement

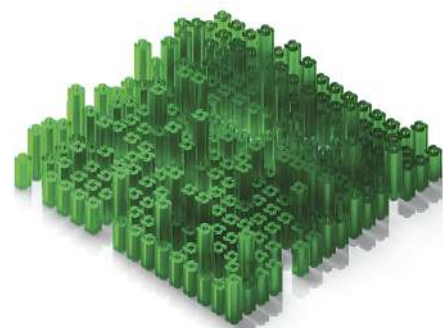
Une bonne nouvelle pour les investisseurs et chefs d'entreprise. La loi sur le foncier économique sera promulguée en octobre prochain. C'est le président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui l'a annoncé, la semaine dernière, aux membres du Conseil du renouveau économique algérien (CREA).

En effet, la contrainte du foncier, qui a bloqué l'investissement depuis près de trois ans maintenant, sera enfin levée. P 3



ENTREPRENEURIAT
TECHNOLOGIQUE VERT

**Le programme
«GreenTech Algérie 2023»
lancé**



Le Ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-ups et des Microentreprises, en partenariat avec la Fondation allemande de coopération (GIZ), organise le programme « GreenTech Algérie 2023 ». L'événement qui se déroulera du 20 septembre au 30 novembre 2023, dans le but de promouvoir une économie verte, indique le ministre Yacine Oualid dans un post sur son compte LinkedIn.

P 2

CONFÉRENCE
SUR LA NUMÉRISATION
ET LE CONTRÔLE DES
INFRASTRUCTURES À L'AIDE
DU SYSTÈME BIM

**Les recommandations
des experts**

Les participants à la conférence organisée à Alger, par l'Association algérienne de la route (ARAL), sur la numérisation et le contrôle des infrastructures à l'aide du système de modélisation des données du bâtiment (BIM), ont relevé l'importance de promouvoir l'utilisation de ce système conjuguée à une vaste opération de formation.

P 5

ANNABA

**10 projets innovants
dans le domaine de
l'économie bleue en
compétition**

La compétition du challenge national pour le meilleur projet innovant dans le domaine de l'économie bleue a été lancée mercredi à Annaba avec la participation de 10 projets innovants relatifs à l'investissement durable dans le domaine de la valorisation des richesses maritimes et la protection des côtes et le milieu marin.

P 6



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صج جيون

COMMERCIALISATION
DES CÉRÉALES ET
LÉGUMES SECS

Ouverture de 2
nouveaux points
de vente des
directement à
Ouled Djellal

Deux (2) nouveaux points de vente de céréales et des légumes secs directement au consommateur ont été ouverts à Ouled Djellal en vue d’approvisionner le marché local en ces produits alimentaires à des prix raisonnables, a-t-on appris samedi du directeur local du commerce et de la promotion de l’exportation, Mounir Aouiche. Ces deux points de vente situés dans les cités El Houria au chef-lieu de wilaya et au marché couvert au centre-ville de Sidi Khaled viennent s’ajouter à deux autres points de vente ouverts aux communes de Dousène et d’El Bès-bès, a déclaré le même responsable à l’APS. Ces deux nouveaux points de vente qui ont ouvert leurs portes devant les citoyens permettront d’assurer la disponibilité de la marchandise à des prix raisonnables et répondre aux besoins exprimés par les citoyens en la matière, selon la même source. Les services de la wilaya œuvrent en collaboration avec la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Biskra et les responsables des communes de Chaiba et de Ras El Miâd pour ouvrir des points de vente de céréales et légumes secs de manière directe au profit des consommateurs de ces deux collectivités locales, selon le même responsable.

ENTREPRENEURIAT TECHNOLOGIQUE VERT

Le programme « GreenTech Algérie 2023 » lancé

Le Ministère de l’Economie de la Connaissance, des Start-ups et des Microentreprises, en partenariat avec la Fondation allemande de coopération (GIZ), organise le programme « GreenTech Algérie 2023 ».

Par Slimane T

L’événement qui se déroulera du 20 septembre au 30 novembre 2023, dans le but de promouvoir une économie verte, indique le ministre Yacine Oualid dans un post sur son compte LinkedIn. En effet, les intéressés à ce programme, visant à promouvoir l’entrepreneuriat technologique vert en Algérie, peuvent s’inscrire sur le site suivant: <https://greentech.dz/>

À cette fin, le programme appuiera les porteurs de projets de création de nouveaux produits, processus et

services dans les domaines suivants : «1. Gestion des déchets: réduire la production de déchets, en particulier de déchets dangereux, promouvoir et évaluer leur réutilisation et leur recyclage, et améliorer leur traitement; 2. Protection de l’environnement: développer des technologies de production plus propres pour prévenir et atténuer les impacts négatifs sur l’environnement, en particulier ceux qui nuisent à la biodiversité ; 3. Villes durables: promouvoir la durabilité dans l’environnement urbain, notamment en ce qui concerne l’utilisation de matériaux de

construction durables, la mobilité écologique et la réduction de la pollution atmosphérique et des effluents; 4. Sources d’énergie renouvelables: promouvoir la production, le stockage et l’accès aux énergies renouvelables, notamment en ce qui concerne la production locale d’énergie solaire et la conversion des énergies renouvelables en hydrogène vert ; 5. Atténuation du changement climatique et adaptation à celui-ci: Développer des solutions innovantes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en augmentant l’efficacité des ressources, en particulier

les chaînes avec des timbres d’exportation, et en aidant également les ménages et les entreprises à s’adapter au changement climatique». Le programme d’accompagnement GreenTech Algérie 2023 se compose de deux volets. Le premier est dédié à la formation pratique intensive de 4 jours. Quant au deuxième volet, il sera consacré au Programme de support technique de 4 semaines. Au final, les équipes participantes présenteront leurs solutions à un jury d’experts qui sélectionnera les gagnants, conclut-il.

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

9,5 millions de voyageurs à l’horizon 2024

Le nombre de voyageurs via l’aéroport international d’Alger "Houari-Boumediene" atteindra 9,5 millions d’ici à 2024, a annoncé samedi le directeur général (DG) de l’aéroport d’Alger, Mohamed Salah Kouache. Dans une déclaration à l’APS en marge du vol retour sur la ligne aérienne directe Alger/Addis-Abeba (Ethiopie), M. Kouache a précisé que le nombre de voyageurs à travers l’aéroport d’Alger s’était élevé à 6,5 millions en 2022, un chiffre qui devrait atteindre 8 millions cette année, et entre

9 à 9,5 millions d’ici 2024. Cette augmentation du nombre de voyageurs s’explique par les nouvelles lignes qui ont été ou seront ouvertes au cours de la période à venir, desservant les trois continents : l’Afrique, l’Europe et l’Amérique, ce qui permettra de transformer l’infrastructure aérienne en un hub d’où transitent les voyageurs, notamment la communauté africaine vers l’Afrique (est, ouest et sud). Le réseau international (47 destinations) et intérieur (33 destinations) permettront, selon le

même responsable, de renforcer la centralité de l’aéroport d’Alger grâce à son emplacement stratégique, en particulier avec l’ouverture des deux lignes Caracas (Venezuela) et New York (Etats-Unis), et le développement des services de l’aéroport d’Alger en général, en facilitant les démarches pour la communauté algérienne, les voyageurs et les passagers, ainsi que pour les opérateurs économiques et les touristes. De son côté, le Directeur des ventes et du réseau d’Air Algérie, Hadj Said Nadir, a indiqué que

cette stratégie, mise en œuvre par les hautes autorités du pays, avait permis une hausse de 40% du taux d’embarquement par rapport à 2019, et une augmentation du nombre de voyageurs en transit à l’aéroport d’Alger. L’aéroport d’Alger est devenu un véritable hub pour les pèlerins en provenance d’Europe à destination des Lieux Saints, preuve en est, quelque 2.900 pèlerins ont été transportés, cette année, vers Djeddah en transitant par Alger, a-t-il précisé.

R E.

KOUTAMA-AGRIFOOD DE PRODUCTION D’HUILE VÉGÉTALE

Le ministre insiste sur la réception «au 1er trimestre 2024» de l’usine

Le ministre de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a insisté, samedi à Jijel, sur la réception "au 1er trimestre 2024" du projet de l’entreprise publique économique "Koutama-Agrifood" de production d’huiles végétales brutes, situé au port de Djendjen, dans la commune de Taher. Dans une déclaration à la presse en marge de l’inspection de ce projet, le ministre, qui effectuait une visite de travail dans la wilaya de Jijel, a souligné "l’importance de la réception de ce projet dans les plus brefs délais possibles, en raison de son importance pour l’économie nationale". M.Aoun a ajouté que la réception de l’usine et son entrée en production "favoriseront la disponibilité d’huile de table et réduiront la facture d’importation, présen-

vant ainsi des devises fortes à utiliser pour d’autres projets importants". Le ministre a également souligné, dans le même contexte, que l’entrée en production de l’usine Koutama-Agrifood permettra à l’Algérie de "passer du stade de l’importation à celui de l’exportation", d’autant, a-t-il ajouté, que le marché mondial se caractérise à l’heure actuelle par "la rareté de cette matière vitale, ce qui impacte directement son prix". M.Aoun a estimé que ce projet est un "acquis pour le pays et pour sa jeunesse au regard des nombreux emplois directs et indirects qu’il générera". Il a souligné "toute l’attention accordée par les plus hautes autorités du pays à l’achèvement et à l’entrée en production de ce projet".

Le ministre a également rappelé l’importance stratégique de cette usine et la nécessité de mobiliser tous les moyens pour son entrée en exploitation "dans les meilleurs délais". Après avoir souligné la nécessité de réorganiser les chantiers du projet, en donnant la priorité au lancement des activités de production au niveau des silos prêts à être exploités, le ministre a salué les efforts déployés par tous les acteurs concernés qui ont permis la relance de l’usine. Il convient de noter que ce projet appartient au groupe Madar Holding dont l’actionnaire unique est l’Etat algérien. L’usine Koutama-Agrifood est spécialisée dans l’extraction d’huiles végétales brutes à partir du soja. Elle se compose d’une usine de broyage des oléagineux et d’extraction des

huiles végétales brutes, d’une unité de stockage de la matière première (soja) et d’une autre pour l’emmagasinage du produit fini et sa commercialisation. Le ministre a également inspecté les différentes ailes du projet, aujourd’hui achevé à 68 %. L’usine satisfera 40 % des besoins nationaux en huile végétale brute et 60% des besoins pour l’alimentation animale. Selon les explications fournies sur le terrain, cette usine devrait entrer en service "à la fin du premier trimestre 2024" avec une capacité de production totale de 66.000 tonnes/jour (2.160 000 tonnes annuellement). Pas moins de 360 postes de travail, entre emplois directs et indirects, y seront créés.

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LA LOI SUR LE FONCIER ÉCONOMIQUE SERA PROMULGUÉE EN OCTOBRE PROCHAIN

Vers une redynamisation de l'investissement

Une bonne nouvelle pour les investisseurs et chefs d'entreprise. La loi sur le foncier économique sera promulguée en octobre prochain. C'est le président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui l'a annoncé, la semaine dernière, aux membres du Conseil du renouveau économique algérien (CREA).

Par Sirine R

En effet, la contrainte du foncier qui a bloqué l'investissement depuis près de trois ans maintenant, et ce, en dépit de la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement depuis novembre 2022, sera enfin levée. Selon le Vice Président du CREA, Abdelouahed Kerrar, beaucoup de projets d'investissement sont à l'arrêt. «Avec la mise en vigueur de cette loi, plusieurs projets qui sont à l'arrêt vont reprendre, ce qui est une très bonne nouvelle pour l'économie nationale», déclare-t-il lors de son passage hier sur les ondes de la radio nationale «Chaîne III». L'intervenant a estimé qu'il est inadmissible qu'un pays continent comme le notre, des projets d'investissement sont bloqués à cause du foncier ! Ailleurs, des projets d'investissement rencontrent des difficultés en matière de financement et non à cause du foncier. Donc, il est temps de mettre de l'ordre, en mettant une réglementation claire pour en finir définitivement avec cette problématique du foncier. Le représentant du CREA a plaidé pour la mise en place de lois pour l'exploitation optimale du foncier à vocation agricole ou industriel du domaine privé de l'Etat ou du privé. « Il faut mettre des lois pour ne pas laisser à l'abandon du foncier», suggère-t-il. Le texte de loi régissant le foncier économique a été adopté par la chambre basse, en attendant son adoption cette semaine au Sénat afin d'être fin prête et promulguée au Journal officiel. Il est à noter que pas moins 3.411 sont inscrits au niveau de l'Agence Algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) depuis début novembre 2022 et jusqu'au 31 août 2023, selon les derniers chiffres dévoilés, avant-hier samedi, par le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache. Dans une déclaration à la presse, le responsable a émis le vœu de voir le nombre des



projets inscrits doubler, «notamment après l'entrée prochaine de la loi relative aux modalités d'octroi du foncier en vigueur, au vu de son rôle dans l'accélération du processus de développements». L'économie nationale connaîtra certainement un nouvel essor avec l'entrée en production de ces projets d'investissement englobant divers domaines d'activité. Ceci participera dans la diversification de l'économie nationale. Une question centrale dans le Plan d'action du gouvernement. Le président de la République lui accorde une grande importance et toutes ces injonctions aillent dans ce sens. Des décisions importantes ont été prises pour faciliter l'acte d'investir et le climat des affaires d'une manière générale. D'ailleurs, les portes de la Présidence sont ouvertes aux associations patronales pour trouver des solutions aux différentes problématiques et entraves bloquant l'investissement. Les chefs d'entreprise expriment leur satisfaction à la suite de leur rencontre avec le président de la République. Abdelouahed Kerrar, Vice-Président du Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA), assure que les préoccupations des investisseurs sont

prises en considération par les hautes autorités du pays, et que des décisions ont été prises pour surmonter les contraintes rencontrées sur le terrain. Il a indiqué que des décisions ont été prises par le président de la République, notamment « en ce qui concerne les problèmes soulevés par le CREA à la fin du mois de juin dernier, concernant une Commission qui convoquait des chefs d'entreprise ». L'intervenant a affirmé que le président de la République a décidé de geler les travaux de cette Commission et de mettre en place une nouvelle instance qui devra travailler en conformité avec le Code des Douanes et la législation en vigueur. Kerrar a ajouté qu'il a également été décidé de donner aux entreprises un accès à leurs dossiers, afin qu'elles puissent voir ce qui leur est reproché et se défendre en conséquence. De plus, précise-t-il, une commission de recours a été mise en place et en cas de surfacturation avérée, étayée par des preuves solides, les entreprises devront s'acquitter du paiement de cette surfacturation, avec la possibilité d'un échancier de paiement en cas de difficulté financière de l'entreprise.

SOUPÇON DE FALSIFICATION D'UNE INSULINE Aucun danger sur la santé publique

L'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) a tenu à rassurer, samedi dans un communiqué, les patients et les prescripteurs sur l'inexistence de danger sur la santé publique au sujet d'un lot d'insuline Novo Rapid Flex Pen. "Suite au signalement sur les réseaux sociaux, en date du 21 septembre 2023, relatif à un soupçon de falsification sur une insuline Novo Rapid Flex Pen N lot MT67P27, l'Agence nationale des produits pharmaceutiques tient à rassurer les prescripteurs et les patients algériens sur l'inexistence de danger sur la santé publique. Il s'agit d'un cas isolé issu de manipulations volontaires du conditionnement", a-t-elle précisé. Selon le communiqué, les premières investigations de l'ANPP ont révélé "deux conditionnements de Novo Rapid Flex du lot suscit, dans lesquels ont été insérés cinq (05) stylos de Novo Mix Flex Pen et cinq (05) stylos de Apidra Solo Star d'un autre laboratoire pharmaceutique". Par ailleurs, l'ANPP a demandé à l'établissement pharmaceutique de compléter toutes les informations nécessaires afin "de statuer sur le soupçon de falsification dudit produit ou pas", a fait savoir l'agence tout en rappelant que l'insuline "Novo Rapid Flex Pen N lot MT67P27 a été libérée par ses services, conformément à la réglementation en vigueur en la matière".

MÉDICAMENTS ANTICANCÉREUX

Six unités de production «opérationnelles» avant la fin de l'année

L'Algérie pourrait bientôt juguler le manque des médicaments anticancéreux à la faveur de la mise en production « avant de la fin de l'année en cours » de six unités spécialisées dans la production de ces anticancéreux. «Nous avons actuellement 06 projets pour la production des médicaments anticancéreux. Ces nouvelles unités entreront en service dès la fin de l'année en cours. Nous allons également éliminer les perturbations que connaît ce marché à l'horizon 2024 » a assuré hier, le chef de l'Observatoire national de vigilance et de disponibilité des produits pharmaceutiques (ANPP), le

Dr Réda Belkasm. S'exprimant lors de son intervention sur les ondes de la «Chaîne I» de la Radio nationale, l'intervenant a dans rappelé les instructions du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique qui insistait « à chacune de ses sorties sur la nécessité de finaliser les projets des dites unités de production dans les délais ». Selon lui, la production au niveau local de bon nombre de médicaments anticancéreux permettra de non seulement de « réduire considérablement la facture d'importation », mais également de faire de l'Algérie un pays exportateur.

Idem pour les produits anesthésiants dentaires. Dr Réda Belkasm, a dans ce sens, mis en exergue les « efforts du ministère de tutelle pour l'approvisionnement régulier du marché national ». « Une quantité de plus de 04 millions de doses a été injectés sur le marché pour stabiliser la situation avant la fin de ce mois de septembre » a-t-il expliqué, tout en soulignant que la numérisation du secteur permettra de contrôler davantage et d'organiser le marché des industries pharmaceutiques en Algérie. Sur un autre registre, le représentant du ministère de la Production pharmaceutique a rassuré les citoyens que

ses services « continuent leurs efforts pour assurer la disponibilité continue des ces médicaments essentiels, en diversifiant les sources d'approvisionnement par l'enregistrement des produits d'anesthésie du même type fabriqués par d'autres laboratoires, ainsi que par l'accompagnement des projets qui produisent ces médicaments au niveau local, avec le contrôle des prix pour éviter les conséquences de leur augmentation sur les dentistes et sur les patients, outre la prévention contre les ruptures de ces médicaments au futur».

Synthèse R E.

ORGANISÉE PAR L'ACADÉMIE ALGÉRIENNE DES SCIENCES ET DES TECHNOLOGIES
Symposium à Alger sur l'informatique quantique

La 1ère édition du symposium international sur les sciences quantiques, dont l'informatique quantique, une technologie qui pourrait révolutionner de nombreux domaines, s'est tenue dimanche à Alger en présence d'éminents spécialistes.

Organisée par l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST), cette rencontre, qui a eu lieu en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a pour objectif de présenter notamment les différentes avancées de l'informatique quantique considérée comme la prochaine grande révolution technologique, après l'intelligence artificielle.

Le symposium, de deux jours, se veut un espace permettant aux universitaires, chercheurs, étudiants et industriels de découvrir ce nouveau domaine, ses concepts et ses outils de pointe, a-t-on expliqué lors de cet événement qui sera ponctué de conférences en présentiel et à distance, présentées par des spécialistes des sciences quantiques, dont le Prix Nobel de physique 2022, Alain Aspect.

Les participants auront l'occasion d'échanger avec d'autres scientifiques de renommée internationale sur les applications des sciences quantiques dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, le développement de médicaments, la bio-informatique et la cybersécurité.

A cette occasion, la présidente du symposium, Pr Habiba Drias-Zerkaoui, a indiqué que "l'objectif principal de cet événement est de sensibiliser les chercheurs à cette science qui va révolutionner nos sociétés, et qui nécessite de se doter d'une stratégie nationale".

Selon elle, "les opportunités des technologies quantiques sont énormes et les calculs effectués par les systèmes quantiques sont très rapides et leurs retombées industrielles bénéfiques", relevant que "cette avancée sera plus talentueuse en l'hybridant avec l'intelligence artificielle".

De son côté, la présidente de l'AAST, Pr Malika Allab-Yaker, a déclaré que "l'informatique quantique s'inscrit directement dans le programme national de numérisation de l'ensemble de nos secteurs socio-économiques en cours de concrétisation, fixé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

SOMMET VÉTÉRINAIRE ARABE À ALGER

Les défis de la sécurité alimentaire au menu

Les travaux du Sommet vétérinaire arabe se sont ouverts samedi à Alger, avec la participation de 12 pays arabes, sous le slogan «médecine vétérinaire et sécurité alimentaire: préservation des fondements de la sécurité nationale arabe».

Organisé durant deux jours par l'Association nationale des médecins vétérinaires algériens, sous l'égide de l'Union générale des vétérinaires arabes et sous le patronage du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ce sommet vise à unifier les efforts arabes, à travers l'implication de la médecine vétérinaire en tant qu'acteur dans l'action arabe commune visant à faire face aux défis de la sécurité alimentaire.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le président de l'Association nationale des médecins vétérinaires algériens, Mohamed Amine Nechar, en présence du président de l'Union générale des vétérinaires arabes, Khaled salim, du président de l'Association vétérinaire africain, Faouzi Kechrid, de la directrice des services vétérinaires au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Fairouz Bendahmane, du représentant du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mustapha Khiati, et du président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Nouredine Benbraham.

Dans son allocution d'ouverture, M. Nechar a affirmé que cette rencontre constitue une étape importante dans la relance du processus d'intégration vétérinaire arabe, mettant en avant les potentialités naturelles, humaines et financières de la région arabe dans le secteur agricole, en général et dans la médecine vétérinaire en particulier, lesquelles l'habilitent à être un acteur mondial dans le domaine de la médecine vétérinaire.

Dans ce contexte, M. Nechar a estimé qu'il est désormais impératif de «mener des réformes profondes et globales du système vétérinaire arabe», afin que

l'Union puisse assumer son rôle en tant qu'instrument principal de la coopération vétérinaire arabe commune, en vue de relever les défis et être au diapason des évolutions régionales et mondiales.

Cette rencontre devra, en outre, «permettre aux jeunes vétérinaires arabes de prendre des initiatives et de faire montre de créativité, dans l'objectif de renforcer l'orientation vers l'intégration à l'échelle arabe et de s'engager pleinement et efficacement dans un monde fortement interconnecté et compétitif», a expliqué M. Nechar.

De son côté, la directrice des Services vétérinaires au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Fairouz Bendahmane, a mis en avant le rôle «cardinal» de la profession vétérinaire, notamment en termes de protection de la santé animale, de prévention des maladies, y compris les maladies zoonotiques, de garantie de la qualité des produits d'origine animale, ainsi que de la préservation de la biodiversité.

Mme Bendahmane a également passé en revue les défis internes et externes auxquels sont confrontés les pays arabes et africains, notamment le changement climatique et ses effets particulièrement alimentaires en l'absence de stratégies de gestion des risques.

Les ressources disponibles dans les pays arabes et africains «permettent d'atteindre la sécurité alimentaire et la souveraineté nationale des peuples», a-t-elle soutenu.

Dans son intervention, le président de l'Association vétérinaire africaine, Faouzi Kechrid, qui occupe également le poste de Secrétaire général de l'Union des vétérinaires arabes, a précisé que ce sommet vétérinaire arabe permettra «d'évoquer

des sujets importants en médecine vétérinaire pour contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire et à la réussite du programme mondial (Un monde, une santé)». En marge de cette rencontre, le président de l'Observatoire national de la société civile a indiqué que de telles rencontres «permettent le partage d'expériences arabes et africaines pour faire face aux défis communs et trouver des solutions efficaces».

De son côté, le représentant du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a tenu à saluer le travail accompli par l'Association nationale des médecins vétérinaires algériens, indiquant que son instance encourage de telles initiatives et rencontres dont les recommandations contribuent à l'élaboration de stratégies visant à relever les défis de la sécurité alimentaire dans le domaine vétérinaire.

A noter qu'en marge de l'ouverture, une convention a été signée entre l'Association nationale des médecins vétérinaires algériens et la Banque «Al-Salam» afin de financer les investissements des vétérinaires privés (cliniques privées).

La rencontre qui a été rehaussée par la participation de représentants et responsables d'institutions financières, de compagnies d'assurance, de fonds de financement et d'opérateurs agricoles et économiques, prévoit l'organisation de réunions et de workshops pour discuter des préoccupations des vétérinaires publics et privés arabes, des fabricants, des producteurs et des investisseurs en la matière, en sus des grossistes de médicaments vétérinaires, ainsi que des rencontres entre les présidents des clubs scientifiques vétérinaires et diverses universités spécialisées dans le domaine.

AGRICULTURE

Une volonté algéro-jordanienne de concrétiser des projets conjoints

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, et le ministre de l'Agriculture du Royaume hachémite de Jordanie, Khaled Hneifat, ont exprimé, avant-hier à Alger, leur volonté de concrétiser des projets conjoints dans le secteur agricole, notamment dans les régions du sud.

Les deux ministres s'exprimaient lors du forum algéro-jordanien de l'Agriculture, organisé à la Chambre nationale de l'Agriculture, et coprésidé par les deux responsables, en présence de l'ambassadeur jordanien en Algérie, du DG de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, de cadres centraux du ministère et d'opérateurs économiques algériens et jordaniens activant dans le secteur agricole.

Selon les organisateurs, ce forum s'inscrit dans la continuité de la visite effectuée en Algérie, en décembre dernier, par le roi de

Jordanie, Abdullah II bin Al-Hussein, et la visite de la Commission ministérielle jordanienne en Algérie, en février de l'année en cours.

Intervenant à l'ouverture des travaux du forum, M. Henni a passé en revue les principales opportunités d'investissement dans le secteur agricole en Algérie, notamment celles liées à l'investissement dans les régions du sud.

Ces opportunités d'investissement "ne se limitent pas uniquement à la production et à la transformation, mais englobent d'autres domaines rentables, notamment la recherche et le transfert de technologie liés au développement des technologies biologiques, tels que la culture de tissus végétaux, l'amélioration génétique, la transplantation embryonnaire et l'insémination artificielle", a précisé le ministre.

Dans ce contexte, il a appelé les opérateurs jordaniens à contribuer à la concrétisation de projets conjoints, tout en bénéficiant

des avantages et des incitations considérables offerts par l'Algérie aux investisseurs étrangers, notamment dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement.

Par ailleurs, M. Henni a rappelé les principaux indicateurs du secteur agricole, notamment sa contribution à hauteur de 7,14 % au produit intérieur brut (PIB) et l'emploi de quelque 7,2 millions de personnes. La valeur de la production agricole a atteint environ 4500 milliards Da en 2022, soit l'équivalent de 35 milliards USD, a-t-il soutenu.

Ces résultats ont été obtenus grâce aux mesures importantes prises par l'Etat durant ces trois dernières années, en application des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, consistant en "l'augmentation de la production des produits stratégiques, la révision des textes réglementaires visant la modernisation de la production, l'assainissement du foncier agricole et la mise en place d'un cadre

spécial pour encourager l'investissement agricole structurant, outre la numérisation de toutes les opérations et transactions du secteur".

Le ministre jordanien de l'Agriculture, Khaled Hneifat a exprimé la volonté de développer et de renforcer les relations algéro-jordaniennes, notamment à travers la réalisation de projets communs dans les domaines agricole et les ressources animales, au vu de l'expérience de son pays dans ce domaine", ajoutant qu'il y a un "fort potentiel en vue de consacrer une surface de 50.000 hectares dans les régions sud du pays à la céréali-culture et aux cultures fourragères ainsi qu'à l'élevage de bétail".

Le ministre jordanien s'est félicité des nouvelles lois promulguées qui sont "des indicateurs positifs sur l'encouragement des investissements conjoints, afin de réaliser la sécurité alimentaire dans les deux pays, face aux défis mondiaux actuels".

R E.

CONFÉRENCE SUR LA NUMÉRISATION ET LE CONTRÔLE DES INFRASTRUCTURES À L'AIDE DU SYSTÈME BIM

Les recommandations des experts

Les participants à la conférence organisée à Alger, par l'Association algérienne de la route (ARAL), sur la numérisation et le contrôle des infrastructures à l'aide du système de modélisation des données du bâtiment (BIM), ont relevé l'importance de promouvoir l'utilisation de ce système conjuguée à une vaste opération de formation.

Synthèse R.E.

Au terme de la clôture des travaux de la conférence, placée sous le thème "La numérisation pour des infrastructures opérationnelles, sécurisées et durables", le président de l'ARAL, Farouk Chiali, a présenté les recommandations des experts participant à cet événement, dont les travaux ont été ouverts par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures, Lakhdar Rekhroukh. Les participants ont insisté sur l'impératif de promouvoir l'utilisation du BIM, d'encourager les autorités publiques à rendre son utilisation obligatoire dans les œuvres d'art, en élaborant les réglementations appropriées, tout en lançant des programmes de formation sur ce système. Il a été également préconisé l'élaboration d'une feuille de route pour la transformation numérique dans le secteur des Travaux publics, avec le lancement de projets pilotes utilisant la BIM, notamment dans les projets ferroviaires, les œuvres d'art, outre le contrôle et la surveillance des infrastructures et des tunnels. Intervenant lors de la rencontre, le DG du Groupe GITRA, Rachid Bayasli, a considéré que le BIM constituait "un outil numérique solide" pour la gestion de projet,



depuis la conception initiale jusqu'à son entrée en exploitation. Ce système permettra d'optimiser les études et la gestion des projets en termes de coûts, de délais de réalisation et de qualité, tout en assurant un contact permanent et un échange de données numériques à travers des fichiers interopérables entre les différents intervenants du projet, a-t-il expliqué. De son côté, l'ingénieur en travaux publics, Abdelatif Faouzi Kermiche a affirmé dans une intervention que la BIM repose sur une approche plus collaborative, en mettant l'accent sur la

centralité et le partage des données du projet, ce qui permet à l'ingénieur, au bureau d'études, à l'entreprise de réalisation et au maître d'ouvrage d'apporter des modifications tout au long du déroulement des travaux. Il a, également, souligné que l'analyse des modèles préliminaires virtuels permet d'effectuer une étude approfondie de la durabilité du projet de construction avant le début des travaux. En visioconférence, le professeur canadien, Eric André Poirier a passé en revue la feuille de route gouvernementale de son pays concernant le système de BID

dans la province du Québec, soulignant que le Canada a commencé à appliquer progressivement ce système à partir de 2021. Pour sa part, Dr. Mustapha Adjadj a affirmé que le vieillissement des infrastructures techniques peut présenter de nombreux risques pour la sécurité publique et les infrastructures elles-mêmes, relevant que le réseau important des routes et des chemins de fer en Algérie nécessite la numérisation pour assurer une surveillance continue. «Il est temps de comprendre l'importance de la surveillance et de la maintenance continues. Nous devons, également, adopter une approche proactive dans la gestion des infrastructures techniques, et heureusement, le progrès technologique nous permet d'accéder à des solutions efficaces et économiques en vue de garantir la sécurité des infrastructures nouvelles ou anciennes», a-t-il ajouté. Après la clôture des travaux de la conférence, l'ARAL a tenu son assemblée générale (AG), où il a été procédé à l'approbation à l'unanimité des rapports financier et moral, et au renouvellement des membres du conseil et du bureau exécutif, ainsi que le renouvellement de la confiance en la personne de M. Chiali en tant que président de l'association pour un nouveau mandat.

SURVEILLANCE ET MAINTENANCE PRÉVENTIVE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

L'Algérienne des autoroutes fait appel à un laboratoire ambulant

Une convention entre le Laboratoire des travaux publics de l'ouest (LTPO) et l'Algérienne des autoroutes (ADA) sera signée, bientôt, dans le but d'exploiter le laboratoire ambulant pour l'analyse et la surveillance des infrastructures routières, afin de surveiller l'état de l'autoroute est-ouest et d'intervenir préventivement pour sa maintenance, a indiqué à l'APS le directeur général du laboratoire, Mohamed Reda Chekroun.

«Ce laboratoire ambulant, mis en service en 2022 et présent uniquement en Algérie et en Afrique du Sud, sera exploité dans la surveillance de l'état de l'autoroute», a précisé M. Chekroun en marge d'une conférence sur "la numérisation et la surveillance des infrastructures à travers l'utilisation de la modélisation d'informations du bâtiment (BIM)", en présence du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh. «L'autoroute

nécessite des opérations de surveillance en utilisant ce laboratoire ambulant au moins une fois par an, afin d'avoir une base de données à cet effet, qui permet d'intervenir en temps opportun, et partant réduire considérablement les coûts d'entretien», a-t-il ajouté. Il a, en outre, affirmé que cette technique avancée n'a été exploitée que pour un tiers des routes en Algérie, soulignant la surveillance par le laboratoire ambulant de «près de 15.000 km de routes

depuis sa mise en service». Et d'ajouter que l'acquisition de ce dispositif pouvant vérifier l'état de 300 km de routes/jour, s'est faite en fonction des besoins du vaste réseau routier en Algérie, qui nécessite des opérations de surveillance pour leur maintenance. Ce laboratoire équipé et polyvalent, destiné à l'analyse et au diagnostic des chaussées, des infrastructures routières et des aéroports, "a joué un rôle important dans divers projets des travaux publics dans plu-

sieurs wilayas, ainsi qu'au niveau de nombre d'aéroports", a-t-il soutenu. Le véhicule-laboratoire est considéré comme "un moyen rapide et efficace dans le suivi de l'évolution de l'état des routes avec une grande précision et dans l'intervention préventive pour leur maintenance, d'autant que ledit véhicule permet de détecter des fissures dans la route, même si elles font un millimètre", a précisé M. Chekroun.

R.E.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Lancement de la boutique en ligne «Idoom Market»

Algérie Télécom a annoncé, dimanche, en marge de sa participation au Salon du e-commerce et des services en ligne (ECSEL), le lancement officiel de sa boutique en ligne "Idoom Market", qui propose aux clients environ 100 produits et solutions à des prix compétitifs, via un mode de paiement pratique. En accédant au monde du e-commerce à travers son nouveau-né "Idoom Market", une innovation accessible sur le site: Idoomarket-at.dz, Algérie Télécom amorce une nouvelle ère dans la prestation de services de qualité à ses clients. A ce propos, le Directeur de la marque et de la communication à Algérie Télécom, Az-zedine Harik, a déclaré, lors d'une conférence de presse organisée au Palais des Expositions (Pins Maritimes), que la plate-

forme en ligne "Idoom Market" serait "opérationnelle et disponible pour les clients à partir de lundi". "Disponible en arabe et en français pour faciliter son utilisation par tous, la nouvelle boutique en ligne permettra d'acquérir des produits et des services sans avoir à se rendre dans les agences commerciales", a-t-il expliqué. Cette plateforme, poursuit M. Harik, "se distingue par son offre variée, comprenant près de 100 produits et solutions déclinés en plusieurs catégories, dont les téléphones, l'informatique, les solutions professionnelles, l'apprentissage en ligne etc.". Algérie Télécom a également mis à la disposition de ses clients, ajoute le responsable, un service de livraison à domicile ou au lieu indiqué, en partenariat avec "EMS Champion", filiale d'Algérie Poste, qui as-

sure la livraison des produits vers 58 wilayas dans des délais rapides. Algérie Télécom "s'efforce de fournir une plateforme électronique fiable et sécurisée au profit des citoyens, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives dans le domaine du e-commerce". Pour sa part, M. Mohamed Amine Amiar, chef de département innovation à la direction Marketing, a indiqué que l'entreprise faisait ses premiers pas dans le domaine du e-commerce à travers "Idoom Market", un espace accessible à la clientèle via PC, tablette ou Smartphone, précisant que chez Algérie Télécom "près de 100 produits de qualité seront proposés en premier temps à des prix concurrentiels destinés aux particuliers et entreprises". "Le paiement se fait par internet en vue

d'encourager l'utilisation d'internet chez les citoyens", a-t-il relevé. S'exprimant à cette occasion, le représentant d'EMS, Ahmed Zerkoub a indiqué que "la livraison se fait dans un temps record, 2 à 4 jours, à des tarifs spéciaux pour le partenaire Algérie Télécom", soulignant que "le client est en mesure de suivre son colis à travers le site EMS ou Algérie Télécom grâce à un numéro de suivi". Une démonstration a été faite sur l'utilisation d'"Idoom Market" via le site idoomarket-at.dz ou le client peut effectuer des achats en s'y abonnant et en introduisant ses coordonnées et son mot de passe. Le client ajoute le produit au panier avant de passer au paiement en cliquant sur le bouton CIB et Edahabia et introduire les coordonnées de sa carte pour finaliser l'achat.

BLIDA

Fermeture provisoire du marché de Larbaâ en raison de travaux

Le marché hebdomadaire de la commune de Larbaâ, à l'Est de Blida, sera provisoirement fermé à partir de vendredi prochain, en raison des travaux d'aménagement intérieur, a-t-on appris, mercredi, auprès de cette collectivité locale.

"Le marché hebdomadaire de Blida, sera provisoirement fermé à partir de vendredi prochain afin de pouvoir y engager des travaux d'aménagement intérieur et mettre au point les mesures de gestion de ses espaces pour garantir un bon service public", a indiqué à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Larbaâ, Abderraouf Boukhalfa. Il a ajouté que la fermeture de ce marché, dédié chaque deux vendredis du mois à la vente du bétail, et chaque samedi à la vente de véhicules d'occasion, a été décidée, suite au constat, ces derniers temps, d'une certaine dégradation de son sol et de son entrée, ainsi qu'une insuffisance dans l'éclairage public. Son état nécessite des actions d'aménagement et de revêtement des voies et accès vers cet espace commercial, a-t-il dit.

Cette opportunité sera également mise à profit pour régler le mécanisme de gestion du marché et parachever, par voie d'enchères, les procédures d'octroi des concessions d'exploitation de ses espaces, est-il précisé de même source.

L'objectif de cette opération est de garantir un service de qualité, tant aux personnes activant au sein de ce marché qu'aux citoyens, a assuré le même responsable.

ANNABA

10 projets innovants dans le domaine de l'économie bleue en compétition

La compétition du challenge national pour le meilleur projet innovant dans le domaine de l'économie bleue a été lancée mercredi à Annaba avec la participation de 10 projets innovants relatifs à l'investissement durable dans le domaine de la valorisation des richesses maritimes et la protection des côtes et le milieu marin.

La compétition organisée à l'initiative du centre de recherche en environnement d'Annaba en collaboration avec le programme économie bleue, pêche et aquaculture, dans un des hôtels du chef-lieu de wilaya vise à accompagner les porteurs de projets proposant des solutions innovantes réalisables dans les domaines d'exploitation et de valorisation des richesses maritimes, aquacoles et de protection de l'environnement marin en vue de leur permettre de les concrétiser sur le terrain, a précisé à l'APS, l'expert national spécialisée en économie bleue, Ouarda Tahraoui qui supervise la compétition.

Durant deux jours, les porteurs de ces projets dont 6 femmes bénéficieront d'une formation intensifiée dans le domaine de l'entrepreneuriat innovant en rapport direct avec l'investissement dans la pêche, l'aquaculture et la protection du milieu marin à travers des stages dans le cadre d'ateliers de travail dans les domaines de l'élaboration de projet innovant, le management des affaires, le financement, la commercialisation et la maîtrise des techniques de protection des systèmes de l'environnement et du milieu, selon la même responsable.

Elle a ajouté que les projets innovants participant à cette compétition concernent l'investissement dans les domaines en rapport avec la valorisation de l'exploitation des mollusques et la protection des sys-



tèmes environnementaux et la réhabilitation des récifs coralliens et leur exploitation avec des techniques durables, précisant que les trois lauréats du concours "meilleur projet innovant dans l'économie bleue" bénéficieront de prix et de l'accompagnement et d'appui technique pour la concrétisation de leurs projets. Pour rappel, la manifestation a été marquée par l'inscription de 70 candidats

parmi les porteurs de projets dans l'économie bleue et après évaluation effectuée par un comité spécialisé, 10 candidatures ont été retenues pour cette compétition visant à encourager les projets innovants pour la promotion de l'exploitation des ressources maritimes et aquacoles et la protection des systèmes de l'environnement maritime conformément à la stratégie nationale de l'économie bleue pour l'horizon 2030.

GUELMA

Inauguration d'une résidence universitaire

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a inauguré samedi au nouveau pôle de l'Université 8 mai 1945 de Guelma, 2.000 nouvelles places pédagogiques et une résidence universitaire dans le cadre de l'ouverture officielle de l'année universitaire 2023-2024 en présence des autorités locales de la wilaya. Les places pédagogiques inaugurées au nouveau pôle universitaire 6.000 places ont été réservées pour accueillir la faculté des sciences de la santé qui ouvre ses portes pour la première fois dans la wilaya à travers l'ouverture de la formation, dans une première étape, des spécialités en rapport avec le traite-

ment thermal et physique et naturel. Sur place, le ministre a indiqué que l'ouverture d'une annexe de la faculté de médecine n'est cependant pas à l'ordre du jour pour inexistance des conditions suffisantes. Dans une déclaration à la presse en marge de l'inspection de l'institut des télécommunications d'une capacité de 2.000 places au nouveau pôle universitaire, M. Baddari a indiqué que ces nouvelles infrastructures reflètent les efforts déployés par l'Etat dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour faire de l'université la locomotive du développement de la société et de l'éco-

nomie dans le pays. Le ministre a rappelé encore une fois l'effort "énorme et exceptionnel" déployé par les pouvoirs publics au titre de la nouvelle année universitaire s'agissant du recrutement des enseignants, précisant que le nombre global des employés dans le corps de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dépasse les 10.000 nouveaux employés dans le grade d'enseignant assistant catégorie « B » dans divers domaines et filières de spécialités et grade d'enseignant assistant hospitalier et enseignants dans les centres de recherche. Il a rappelé que la moyenne nationale dans le domaine de l'encadrement passera, grâce

à ce nombre global de nouveaux employés, d'un enseignant pour 25 étudiants à un enseignant pour 22 étudiants, ce qui représente un grand bond dans le secteur. S'agissant des infrastructures à caractère social réservées à l'hébergement, le ministre a procédé à l'inauguration d'une nouvelle résidence universitaire d'une capacité de 1.000 lits équipée de tous les moyens et structures nécessaires, puis il a inspecté une autre résidence d'une capacité de 2.000 lits dont les travaux ont été achevés portant la capacité globale d'hébergement à l'université à plus de 13.000 lits

AIN DEFLA

Une vingtaine d'écoles primaires dotées de tablettes numériques (Wilaya)

Une vingtaine d'écoles primaires d'Ain Defla ont été dotées de tablettes numériques au titre de la rentrée scolaire 2023/2024, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya. La même source a souligné que l'opération de dotation des établissements scolaires en cet équipement pédagogique se poursuivra "progressive-

ment" pour toucher l'ensemble des écoles à l'échelle de la wilaya. "Ce programme ne concerne pas uniquement les écoles situées au niveau du chef-lieu de wilaya ou les chefs-lieux de daïras, mais également les établissements scolaires se trouvant dans les communes éloignées et les régions reculées", a-t-on précisé.

Sur un autre volet, les mêmes services ont rappelé que de nombreuses structures éducatives ont été mises en service lors de cette rentrée scolaire (hier mardi), à l'instar de 2 établissements d'enseignement moyen à El Attaf et Miliana, 161 classes d'extension, dont 131 classes dans le palier primaire et 30 autres dans le moyen, ainsi que des

cantines scolaires dans plusieurs communes. En outre, plusieurs établissements scolaires vont être mis en service "incessamment", soit d'ici à la fin du mois en cours, et d'autres équipements pédagogiques éducatifs seront réceptionnés avant la fin de l'année en cours, a-t-on encore souligné.

Quels facteurs de reconfiguration des chaînes de valeur mondiales ?

Après une expansion commerciale exceptionnelle dans les décennies 1990 et 2000, on observe entre la crise de 2008 et celle du Covid-19 un ralentissement de la mondialisation qui s'explique essentiellement par le rééquilibrage de la croissance en Chine.

Suite et fin

Aymeric LACHAUX

Quels facteurs de réorganisation future des chaînes de valeur ?

L'organisation des chaînes de valeur mondiales repose avant tout sur la recherche de l'efficacité économique dans les cadres institutionnels et géopolitiques donnés. Différents facteurs pourraient peser sur cette organisation dans les années à venir, même si elle reste affectée par une forte incertitude.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie. Malgré l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le commerce international de marchandises a augmenté de 3,5 % en 2022. Cependant, on constate une réorganisation significative des échanges. Tout d'abord, les échanges entre les pays alliés de l'Ukraine et la Russie ont fortement diminué notamment sous l'effet des sanctions (cf. Graphique 4). Depuis le début de la guerre, les exportations russes vers l'Europe⁸, le Japon et les États-Unis ont chuté de 80 % en valeur et les importations russes depuis ces pays se sont réduites de 47 %⁹. Cette baisse traduit la volonté des pays alliés à l'Ukraine¹⁰ d'« isoler » la Russie du système financier international et de leurs économies¹¹ via l'application de sanctions.

En parallèle, on observe un accroissement des échanges russes avec les pays émergents, plus particulièrement avec l'Inde et la Chine. Les échanges de la Russie avec l'Inde ont été multipliés par 5 tandis que les échanges avec la Chine ont augmenté de 75 %. Néanmoins, un an après le début de la guerre, la Russie n'a pas su rediriger l'intégralité de ses flux commerciaux vers d'autres partenaires : la valeur de ses échanges¹² s'est réduite de 27 %. Cette fragmentation des échanges entre les pays alliés à l'Ukraine et la Russie au profit d'autres pays devrait se poursuivre au fur et à mesure de l'entrée en vigueur de nouvelles sanctions.

Les tensions géopolitiques

Au-delà de la guerre en Ukraine, la situation géopolitique mondiale conduit à une hausse des tensions commerciales susceptibles d'affecter les échanges. Dans un contexte de blocages persistants dans le fonctionnement de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)¹³, le commerce est instrumentalisé de manière croissante par certains pays comme un moyen de pression sur les décisions politiques. À titre d'illustration, depuis décembre 2021, la Chine applique des mesures discriminatoires et coercitives à l'encontre des exporta-



tions de la Lituanie et des exportations de produits de l'Union européenne contenant des éléments lituaniens, en réponse à un rapprochement diplomatique entre Taïwan et la Lituanie¹⁴. La concurrence économique et les tensions géopolitiques entre les nations se traduisent aussi de plus en plus par des restrictions aux échanges. Ainsi, les tensions sino-américaines ont conduit à l'adoption croisée de mesures de contrôle des échanges commerciaux qui pourraient affecter les chaînes de valeur mondiales. En premier lieu, les deux puissances appliquent des droits de douane additionnels sur plus de la moitié de leur commerce bilatéral. Cette « guerre commerciale » s'est traduite par une hausse ou, plus rarement, une baisse des exportations de pays tiers en fonction du caractère substituable ou complémentaire de leur production aux produits soumis aux tarifs supplémentaires¹⁵. En outre, la Chine et les États-Unis contrôlent les exportations de certains produits, par exemple les semi-conducteurs, qui pourraient être utilisées dans la production de biens exportés in fine vers l'autre pays. L'Union européenne pourrait être particulièrement affectée par ces mesures, étant donné que, par exemple, 15 % des composants électroniques étrangers incorporés dans ses exportations vers les États-Unis sont d'origine chinoise¹⁶.

La sécurisation des approvisionnements par les entreprises

Les dysfonctionnements du fret, les pénuries lors de la crise sanitaire ou la hausse de l'incertitude géopolitique pourraient inciter les entreprises à diversifier leurs chaînes de valeur et à privilégier des pays plus alignés politiquement, plus stables économiquement ou plus proches géographiquement que par le passé¹⁷. Cependant les entreprises ne modifient leurs stratégies de production et d'approvisionne-

ment que lorsqu'elles anticipent des chocs affectant l'économie de manière durable, car la délocalisation de tout ou partie de l'appareil de production ou, à plus petite échelle, celle de l'approvisionnement auprès d'un producteur étranger entraînent des coûts fixes. Par exemple, les actifs physiques détenus dans un pays ne sont pas faciles à vendre ou à redéployer et le capital relationnel et les coûts de recherche sont perdus en cas d'abandon d'une relation commerciale. Les évolutions du marché local peuvent également conduire au retrait d'une entreprise d'un pays pour la production ou la commercialisation. Ce fut par exemple le cas pour Renault, qui a vendu ses participations dans des entreprises en Russie pour un rouble symbolique¹⁸. En outre, les décisions d'approvisionnement en intrants aux différentes étapes des chaînes de la production sont interdépendantes et il peut être très coûteux pour une entreprise de délocaliser uniquement certaines étapes de la production. Il est donc essentiel d'être capable d'apprécier la durabilité d'un choc. Le relâchement des tensions d'approvisionnement depuis début 2022 suggère ainsi qu'une partie des perturbations liées au Covid n'était que transitoire.

À l'inverse, depuis le début de la guerre déclenchée par la Russie en Ukraine, de nombreuses entreprises ont annoncé cesser volontairement leurs activités en Russie, y compris des entreprises de pays n'appliquant pas de sanctions à l'encontre de la Russie¹⁹, ce qui indique que les entreprises considèrent le choc de la guerre comme ayant installé un risque durable.

L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS POUR PROTÉGER OU SÉCURISER LES CHAÎNES DE VALEUR

Les pouvoirs publics peuvent inciter voire contraindre les entreprises à ajus-

ter l'organisation de la production. Depuis la pandémie, on observe un accroissement des mesures gouvernementales visant à sécuriser les chaînes de valeur en favorisant la production nationale (reshoring) ou dans des pays proches (nearshoring) ou alliés (friendshoring). Ces mesures concernent en particulier les produits nécessaires à la transition écologique, et notamment l'extraction de minéraux et métaux (à travers l'Inflation Reduction Act aux États-Unis ou le Critical Raw Materials Act européen). Les interventions publiques peuvent passer par des incitations positives (comme les subventions ou la réduction des droits de douanes) ou au contraire par des restrictions commerciales (comme des filtrages des investissements ou la hausse des droits de douanes). Par exemple, dans un contexte de dépendance à la Chine, la présidente de la Commission européenne a mis en avant la pertinence des accords commerciaux dans une stratégie de réduction des risques (« derisking ») par la diversification des échanges²⁰. Des mesures protectionnistes continuent par ailleurs à être mises en place, parfois sous couvert d'un objectif de sécurisation²¹. Sous l'effet de ces différents facteurs, des chaînes de valeur parmi les plus concentrées présentent de premiers signes de diversification. Les constructeurs de semi-conducteurs jusqu'ici essentiellement produits en Corée et à Taïwan ont annoncé des investissements massifs dans des capacités de production au Japon, aux États-Unis ou en Europe²². De nouvelles mines sont ouvertes ou envisagées, en particulier de terres rares en Suède et aux États-Unis. En revanche, dans de très nombreux secteurs plus en aval, il semble que les entreprises n'aient que rarement entamé un réel travail d'identification des vulnérabilités dans leurs chaînes de fournisseurs.

MAURITANIE

Chinguity Ciment s'empare du marché de ciment de l'Etr-MI

Chinguity Ciment grille la politesse à ses rivaux locaux. Le cimentier basé à Nouakchott né en 1998 vient en effet de remporter avec brio le contrat de fourniture de ciment de l'Établissement d'Exécution des Travaux Réalisés en Matériaux Locaux (Etr-MI). Le marché avait fait l'objet d'un appel d'offres convoité par quatre candidats dont le moins disant n'était autre que Chinguity Ciment. La société engrange 1,9 milliards ouguiya ancienne pour la livraison du ciment destiné à couvrir les besoins de l'Etr-MI dans la région de l'Assaba et en particulier dans la ville de Kiffa. Fondé en 2012, l'Etr-MI est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de l'Habitat. En vue de répondre attentes du président Ghazouani, la société planche présentement sur une vaste réforme de son organisation technique, la modernisation de son action et sur l'élaboration de programmes d'activités annuels dans le cadre d'un plan stratégique d'action à l'horizon 2030.

TUNISIE-BCT

Ouverture de 39 nouveaux bureaux de change manuels

Selon les données publiées par l'Institut d'émission, du 1er janvier au 15 août 2023, 39 bureaux de change manuel agréés par la Banque centrale de Tunisie (BCT), sont entrés en activité, portant le nombre total à 333 bureaux de change. Le Vice président de l'Association tunisienne des Bureaux de Change, Kamel Mgarech, avait indiqué dans une déclaration à l'Agence TAP, le 15 mai 2023, que les bureaux de change manuel ont réussi à fournir, au cours des quatre dernières années, des entrées en devises de près de 7 milliards de dinars. Rappelons que le premier bureau de change manuel en Tunisie a été mis en place à la Goulette, le 15 mars 2019, après l'octroi de l'autorisation de la BCT, le 2 novembre 2018.

EXPOSITION UNIVERSELLE À RIYAD

Comment cet événement pourrait être la pierre angulaire des exploits de l'initiative Vision 2030

L'Arabie saoudite est candidate à l'organisation de l'Exposition universelle 2030 à Riyad pour montrer au monde son vaste potentiel et les progrès tangibles qu'elle a accomplis grâce aux réformes économiques et sociales de son initiative Vision 2030.

« **A**u cours des huit années écoulées depuis l'annonce de cette initiative, le Royaume a connu des changements qui dépassent ce qui a été accompli au cours des quatre-vingts dernières années de son Histoire. Riyad fait partie de cette réussite », déclare la princesse Rima bent Bandar, ambassadrice de l'Arabie saoudite aux États-Unis. Elle a tenu ces propos à Paris au mois de juin dernier lors de la 172e Assemblée générale du Bureau international des expositions (BIE), l'organisation intergouvernementale qui sélectionne les pays hôtes de l'Exposition universelle. Si le BIE choisit Riyad pour accueillir l'événement en 2030, la capitale saoudienne accueillera les pavillons de 246 pays et près de 40 millions de visiteurs, qui verront par eux-mêmes la mise en place de l'initiative Vision 2030. Riyad est en concurrence avec Busan, en Corée du Sud, et Rome pour accueillir cet événement prestigieux. « Notre vision est celle d'une Arabie saoudite forte, prospère et stable qui offre des possibilités à tous », soutient le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, dans le message de la direction de l'initiative Vision 2030. Il ajoute: « Notre vision est celle d'un pays tolérant avec l'islam comme Constitution et la modération comme méthode. Nous accueillerons des personnes qualifiées du monde entier et respecterons ceux qui sont venus partager notre succès. » L'initiative Vision 2030 cherche à utiliser tous les atouts précieux dont dispose l'Arabie saoudite afin de diversifier son économie et d'investir dans sa population en favorisant un avenir plus durable et plus équitable, ainsi que de nouvelles possibilités d'emploi, tout en exploitant le potentiel des jeunes Saoudiens. Ces objectifs influencent tous les aspects du développement au Royaume – de la durabilité environnementale à la diversification économique. En outre, l'initiative Vision 2030 comprend également des dizaines de mégaprojets répartis à travers le Royaume, ainsi que des centaines d'initiatives, programmes et réformes. Celles-ci visent à stimuler la croissance des industries nationales et à attirer les

investissements. Les progrès rapides du programme de réforme démontrent l'engagement de Riyad en faveur du développement, de la prospérité et de l'inclusion de tous les citoyens. Pour témoigner de la croissance de l'Arabie saoudite et de son chemin vers la prospérité, le Fonds monétaire international (FMI) a récemment désigné le Royaume comme l'économie à la croissance la plus rapide parmi les pays du Groupe des vingt (G20), avec un taux de croissance global de 8,7%. L'initiative Vision 2030 a été programmée en 2016 par le prince héritier, qui l'a conçue comme un cadre général pour développer son pays en établissant une économie diversifiée et durable et une société nouvelle et dynamique. Le Royaume a établi des programmes de réalisation de Vision 2030 pour faire de cet agenda une réalité. Ils couvrent le développement de programmes relatifs à la qualité de vie, au logement, à la viabilité budgétaire, à la santé, au capital humain et à l'expérience des musulmans accomplissant le Hajj. L'Arabie saoudite continue de démontrer son engagement à transformer la société en mettant en œuvre ces programmes. Accueillir un événement international de l'ampleur de l'Expo 2030 nécessite une infrastructure importante. L'empressement de l'Arabie saoudite à remporter la candidature a joué un rôle central dans l'accélération de la mise en œuvre des objectifs de l'initiative Vision 2030. Le Royaume a déjà alloué un budget de 7,8 milliards de dollars (1 dollar = 0,94 euro) aux investissements à Riyad en prévision de l'exposition. De manière plus générale, l'initiative Vision 2030 a pour objectif d'atteindre 3 300 milliards de dollars d'investissements au niveau national d'ici la fin de cette décennie. L'Expo 2030 de Riyad constitue également une occasion en or pour attirer les investissements étrangers, contribuant ainsi à l'objectif de diversification économique de l'initiative Vision 2030. Ces réformes ont été progressivement introduites depuis l'annonce initiale de l'initiative en 2016, en commençant par des changements modestes qui ont depuis évolué vers des réformes transformatrices considérables et de grande envergure. Un tournant important s'est produit le 24 oc-

tobre 2017, lorsque le prince héritier a prononcé un discours novateur lors du Future Investment Forum, au cours duquel il a présenté Neom, un projet colossal de mégapole à 500 milliards de dollars, soulignant l'engagement du Royaume en faveur de « l'islam moderne ». Moins d'un an plus tard, le 18 avril 2018, le Royaume a levé son interdiction de longue date sur les salles de cinéma, marquant une première étape cruciale vers la restructuration de son paysage culturel. Quelques mois plus tard, le 24 juin 2018, Riyad est allé encore plus loin et a levé l'interdiction faite aux femmes de conduire, datant de plusieurs décennies. Cette dernière décision constitue une étape importante dans son cheminement vers le progrès sociétal et elle prouve que le Royaume a l'intention de mettre en œuvre des changements jusqu'alors inimaginables. Bien que certains puissent considérer que ces réformes étaient attendues depuis longtemps, elles sont monumentales pour l'Arabie saoudite et elles ouvrent la voie au changement capital envisagé par l'initiative Vision 2030, transformant fondamentalement la société et l'économie du Royaume. Pendant des décennies, l'Arabie saoudite a accueilli très peu de touristes en dehors des pèlerins. Son économie était également loin d'être diversifiée ou dynamique, reposant presque uniquement sur les revenus générés par les exportations de pétrole. Tout cela a commencé à changer rapidement en quelques années seulement. Désormais, le Royaume espère attirer des millions de visiteurs du monde entier pour développer son secteur touristique en pleine expansion, qui a connu une croissance record depuis le début de cette décennie, tout en atteignant l'objectif de l'initiative Vision 2030 consistant à créer davantage de possibilités d'emploi pour les citoyens saoudiens. L'initiative Vision 2030 a offert au monde une possibilité unique: celle d'explorer une terre autrefois entourée de mystères. En plus de répondre aux besoins des touristes en quête de loisirs dans ses nombreux complexes hôteliers de luxe, l'Arabie saoudite a également mis en lumière les sites issus de son patrimoine culturel et historique, auparavant difficiles d'accès pour les touristes étrangers ou même les archéologues.

TOUJOURS ATTRACTIVE

L'économie égyptienne face à un tournant

Des perspectives en demi-teinte attendent l'Egypte, un contexte loin de décourager les investissements étrangers dans le pays. Après une reprise positive à la fin de la pandémie, l'impact de la guerre russo-ukrainienne aura été l'épreuve de trop pour l'économie égyptienne. Le pays est en effet un importateur net de carburant et de matières premières agricoles. Il importe 62 % de ses besoins en blé, les quatre cinquièmes provenant de Russie et d'Ukraine. En outre, cette guerre ne favorise pas non plus le tourisme, une source majeure de revenus du pays, alors que la moitié des 8 millions de visiteurs de 2021 venait d'Europe de l'Est. C'est dire que les derniers mois ont vu l'Egypte plonger dans une grave crise économique marquée par l'emballement de l'in-

flation, la dégringolade de la livre égyptienne et la remontée successive des taux d'intérêt. A la mi-octobre, l'Egypte a dû sécuriser un prêt de trois milliards de dollars auprès du Fonds monétaire international (FMI) pour alléger les pressions sur la balance des paiements. Les restrictions de change mises en place par le gouvernement ont entraîné une rareté du dollar avec des conséquences sérieuses dans le secteur de la logistique, notamment un effet goulot dans les ports : des cargaisons d'une valeur de plusieurs milliards de dollars y étaient bloquées en fin d'année par manque d'accès au dollar pour sécuriser leurs paiements. Les autorités ont dès lors dû se résoudre à des mesures d'urgence comme l'annulation de l'obligation faite aux importateurs de sécuriser des lettres de crédit pour faire entrer des marchandises

COOPÉRATION

Les entrepreneurs turcs et africains se réunissent à Istanbul en octobre

Le quatrième Forum économique et commercial Türkiye-Afrique (TABEF), accueilli par le ministère turc du commerce, coordonné par l'Union africaine et organisé par le Conseil des relations économiques extérieures (DEIK) de Türkiye, se tiendra au Centre des congrès d'Istanbul les 12 et 13 octobre.

Selon la déclaration du DEIK, le Président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdogan, devrait assister au 4e Forum économique et commercial Türkiye-Afrique. Outre le président Erdogan, le DEIK accueillera Azali Assoumani, président de l'Union des Comores et président en exercice de l'Union africaine. Le DEIK, qui poursuit ses activités de diplomatie commerciale visant à accroître les investissements turcs et le commerce entre les pays avec 152 conseils d'affaires répartis dans le monde entier, a axé son programme sur l'Afrique. Le ministre turc du commerce Ömer Bolat, le commissaire de l'Union africaine pour le développement économique, le commerce, l'industrie et l'exploitation minière, Albert Muchanga, le président du DEIK, Nail Olpak, le coordinateur des conseils d'affaires Türkiye-Afrique du DEIK, Fuat Tosyali, le président intérimaire du Conseil des affaires africaines (AfBC) Dr. Amany Asfour, ainsi que l'épouse du président turc, Emine Erdogan, et les ministres de l'économie, du commerce et des finances du continent africain devraient participer à ce forum. Le thème principal est "Défis et opportunités : Des partenariats économiques Türkiye-Afrique plus forts", le forum a donné la priorité aux secteurs de l'énergie, des infrastructures, de l'agriculture et de l'agro-industrie, de la santé, du tourisme et du marketing numérique. Le premier jour du forum, les thèmes suivants ont été abordés : "Coopération entre la Türkiye et l'Afrique en matière de production agro-industrielle : Durabilité de la chaîne d'approvisionnement", "Transformation numérique de l'Afrique : développement de l'écosystème des technologies numériques africaines" et "Évaluation des technologies de la santé : Secteur des soins de santé durables et nouvelles possibilités d'innovation" et "Possibilités d'investissement dans les infrastructures : Énergie, télécommunications et réseaux de transport", "Gouvernance et sécurité alimentaire : Création d'un système alimentaire durable" et "Introduction du tourisme et de la technologie de marketing numérique : secteur du tourisme et de l'hôtellerie" seront organisées simultanément.

Le deuxième jour du Forum, les panels "Dialogue sur le leadership des femmes turques et africaines", "Opportunités dans le cadre de la Türkiye et de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA)" et "Investissement en Afrique, financement du commerce et relations bancaires avec la Türkiye" et la présentation "Zones franches et opportunités" se tiendront. Les panels, les réunions G2B et B2B se dérouleront simultanément les deux jours du forum.

- Dialogue entre femmes dirigeantes turques et africaines
Lors du "Dialogue des femmes dirigeantes Türkiye-Afrique", qui devrait se tenir le deuxième jour du 4e Forum économique et commercial Türkiye-Afrique, les femmes d'affaires turques et africaines partageront leurs expériences en matière de changement du monde des affaires, discuteront des domaines de coopération et de la manière d'encourager les femmes à prendre davantage part à la gestion. L'Afrique, la plus grande zone de libre-échange au monde, devrait créer un marché de libre-échange avec une population de 1,3 milliard d'habitants et un marché de libre-échange de 3,4 billions de dollars. L'AfCFTA devrait stimuler le commerce intra-africain de 50 % et générer 76 milliards de dollars de revenus supplémentaires pour le monde. L'accord AfCTFA sera discuté dans le cadre du panel "Opportunities under Turkey and the African Continental Free Trade Area (AfCFTA)" (Opportunités offertes par la Türkiye et la zone de libre-échange continentale africaine). L'impact de l'accord AfCFTA sur le commerce entre la Türkiye et l'Afrique sera évalué lors du panel qui sera organisé avec la participation du secrétaire général de l'AfCFTA, Wamkele Mene. En termes de financement du commerce et de l'investissement, les entreprises éprouvent encore de grandes difficultés à faire des affaires avec le continent africain. Les entreprises turques, en revanche, ont connu de plus en plus de succès en Afrique ces dernières années. D'importantes propositions de solutions pour améliorer l'accès au financement du commerce et de l'investissement seront discutées dans le panel "Financement de

l'investissement et du commerce en Afrique et relations bancaires avec la Türkiye". Dans ce panel, les décideurs des projets et des investissements qui ont une place importante dans le développement de l'Afrique, les opportunités d'affaires et d'investissement seront discutées par les institutions financières.

- Plus de 3 000 participants turcs et africains
Le 4e Forum économique et commercial Türkiye-Afrique devrait réunir plus de 3 000 hommes d'affaires de tous les pays africains et de Türkiye, dont la Banque africaine de développement (BAD), l'Eximbank africaine, l'Eximbank turque, des institutions financières internationales et régionales, des organisations non gouvernementales, des chambres d'industrie et de commerce, les présidents et homologues des conseils d'affaires DEIK Türkiye-Afrique, des associations concernées, des organisations professionnelles et des entrepreneurs de Türkiye et d'Afrique, des représentants des missions diplomatiques en Türkiye, des organisations médiatiques en Türkiye et sur le continent africain. Le volume total des échanges commerciaux de la Türkiye avec le continent africain est passé de 1,35 milliard de dollars en 2003 à 40,7 milliards de dollars l'année dernière. D'ici à la fin de 2023, l'objectif de volume commercial total sur le continent africain a été fixé à 50 milliards de dollars, puis à 75 milliards de dollars. La Türkiye, en tant que partenaire stratégique important pour l'intégration, le développement économique et le développement industriel de l'Afrique, développe des relations économiques avec les pays africains dans le cadre du principe "gagnant-gagnant". L'évolution des exportations turques vers l'Afrique est similaire à la tendance mondiale. Les exportations de la Türkiye vers l'Afrique ont repris de la vigueur en 2021, atteignant 21,2 milliards de dollars et 23,6 milliards de dollars en 2022. Les importations de la Türkiye en provenance d'Afrique s'élèvent à 9,5 milliards de dollars en 2022.

AFRIQUE DU SUD L'industrie de la volaille menacée par la grippe aviaire

Les éleveurs de volailles en Afrique du Sud s'inquiètent. Tous leurs élevages du poulet pourraient passer à la trappe. Les animaux sont frappés par une épizootie aviaire, décrite comme « la pire » jamais connue dans le pays. Quantum Foods, l'un des poids lourds du marché, déplore des pertes dans ses élevages allant jusqu'à 5,3 millions de dollars (4,9 millions d'euros), soit deux millions de poulets morts à cause du virus. Précédemment déjà, Astral, le plus gros producteur de poulets, avait annoncé la pénurie d'œufs. Selon les experts, c'est la pire flambée de grippe aviaire que le pays ait jamais connue. Les premiers cas sont apparus dans les élevages commerciaux en avril. Le virus a d'abord touché les œufs. À présent, on s'attend à ce que l'approvisionnement en viande de volaille soit également affectée. L'Afrique du Sud est l'un des leaders du marché de la volaille sur le continent. Les premiers cas de grippe aviaire dans des élevages commerciaux sont apparus cette année en avril, selon l'Association sud-africaine de l'aviculture. Selon l'organisation, les éleveurs sont confrontés à deux souches du virus, H5N1 et H7N6. Cette dernière se propage « à une vitesse alarmante » notamment dans la province la plus peuplée rassemblant Pretoria et la capitale économique Johannesburg, selon Astral. À travers le monde, la grippe aviaire touche de plus en plus d'animaux allant du renard au lion de mer. Ce qui fait craindre à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) que le virus ne s'adapte pour contaminer plus facilement les humains.

MADAGASCAR

La Banque européenne d'investissement annonce un soutien au secteur privé

Le vice-président de la Banque européenne d'investissement, Ambroise Fayolle, a terminé ce mardi 18 juillet sa visite à Madagascar avec des annonces de soutien au secteur privé, pour un montant total de 30 millions d'euros. Depuis 50 ans, la BEI a développé près d'un milliard d'euros de projets dans la Grande Île, notamment dans le secteur de l'eau et des transports, avec un appui pour la réhabilitation de certaines routes nationales. Alors que Madagascar fait partie des pays les moins électrifiés du continent africain, avec un taux évalué à un peu plus de 30%, la Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé un prêt de 10 millions d'euros à l'entreprise « We-

Light ». L'objectif : élargir son système de mini réseau solaire dans 120 villages supplémentaires non raccordés au réseau. La BEI a été convaincue par la promesse d'une énergie propre et abordable, qui doit contribuer au développement économique de ces zones. « C'est un des éléments déterminants dans les investissements qu'on fait, ça fait partie des solutions au problème climatique, tout en favorisant la croissance économique. Nous, on est convaincus qu'il y a un rôle, évidemment, pour le secteur public, mais que pour réussir les objectifs économiques ambitieux que s'est fixé Madagascar, il y aura besoin de beaucoup d'initiatives dont le secteur privé

dynamique peut permettre la réalisation », explique son vice-président, Ambroise Fayolle. **Soutien au secteur agro-alimentaire**
Le deuxième appui de la BEI concerne l'industrie agro-alimentaire, avec un accord de financement de 20 millions d'euros pour l'entreprise Sahanala. Un prêt qui doit permettre à cette entreprise sociale de développer, entre autres, la transformation de maïs, de riz, de haricots noirs ou encore d'huile alimentaire dans l'ouest du pays mais aussi de mettre en place une usine de transformation de pêche dans le nord. « Il y a longtemps qu'on n'a pas fait un investissement de ce type-là à Madagascar.

Pour un partenaire du secteur privé, c'est un gros investissement, probablement c'est le plus gros de notre portefeuille », poursuit-il. Le vice-président de la BEI a également rencontré les autorités malgaches. Ils ont notamment évoqué l'avancée des projets de construction des centrales hydroélectriques de Sahofika et Volobe, projets soutenus par l'Union européenne. Ils ont aussi abordé la réhabilitation toujours en cours des routes nationales 6 et 13, deux axes routiers importants desservant les ports de Diego Suarez, dans le nord et de Fort-Dauphin, dans le sud du pays.

PLOMBÉ PAR LA FED ET L'ATONIE DE L'ACTIVITÉ EN ZONE EURO

Le CAC 40 a perdu 2,6% sur la semaine

Le marché parisien a mis un terme à cinq jours marqués par les annonces des banques centrales. Des indices PMI ternes en zone euro ce vendredi et surtout la volonté affichée par la Fed de maintenir ses taux à des niveaux élevés ont malmené le marché.

La semaine des banques centrales n'a guère souri à la Bourse de Paris. Le CAC 40 a terminé la séance de ce vendredi sur une baisse anodine de 0,4% à 7184,82 points, mais a surtout abandonné 2,6% sur cinq jours. L'indice phare de la Bourse de Paris a notamment souffert lundi (-1,4%), lesté par la hausse du pétrole et la chute de l'action Société Générale, ainsi que jeudi (-1,59%), lorsque le marché a encaissé le choc des décisions de la Réserve fédérale américaine (Fed). La banque centrale américaine a maintenu ses taux inchangés, mais les projections économiques de ses membres (les "dot plots") ont montré que ces mêmes membres anticipaient des baisses de taux de seulement 0,5 point de pourcentage l'an prochain, contre 1 point dans les précédentes prévisions.

Des politiques monétaires restrictives "Le message essentiel des banquiers centraux des deux côtés de l'Atlantique a été de nous dire que les politiques monétaires devaient rester restrictives pour encore un certain temps afin de s'assurer que l'infla-

tion converge vers les cibles", relève Sebastian Paris Horvitz de LBPAM. "La réaction des bourses sur les derniers jours a été très négative, d'autant plus que le marché obligataire a poussé les taux à long terme vers des sommets. Les jours qui viennent nous dirons si ces dynamiques persistent", souligne-t-il par ailleurs. Pour revenir à la séance de ce vendredi, l'atonie de l'activité du secteur privé en zone euro, mesurée par les indices PMI, n'avait guère de quoi rassurer les investisseurs. L'indice PMI composite - qui regroupe l'industrie manufacturière et les services - est ressorti à 47,1 points en septembre après 46,7 points en août. En France, l'activité du secteur privé s'est dégradée à un plus bas de trois ans, à 43,5 points en septembre après 46 points en août. Un indice inférieur à 50 marque une contraction de l'activité. "La légère augmentation de l'indice PMI composite de la zone euro en septembre l'a maintenu en territoire de contraction. Nous pensons qu'une nouvelle contraction de l'activité est à prévoir pour le reste de l'année", explique Capital Economics.

MARCHÉ

Les banques néerlandaises chutent, vers une hausse de la taxe bancaire

Le secteur bancaire néerlandais recule fortement vendredi en Bourse après le feu vert des députés néerlandais à une hausse de la taxe sur les banques pour couvrir le financement d'une augmentation du salaire minimum et des allocations de garde d'enfants en 2024. Les parlementaires néerlandais ont aussi validé l'introduction d'une taxe sur les rachats d'actions par les sociétés cotées. ING Groep perd 4,7% et ABN AMRO 3,5%, tandis que Van Lanschot Kempen abandonne 0,9 à Amsterdam, où l'indice phare AEX recule de 0,31% à 10h41 GMT. Les députés néerlandais ont soutenu jeudi l'introduction d'une taxe sur les rachats d'actions par les sociétés cotées et une taxe plus élevée sur les banques afin de financer les augmentations du salaire minimum et

les aides à la garde d'enfants en 2024. Mark Rutte, Premier ministre néerlandais sortant et chef de file du Parti libéral (VVD), avait déconseillé de voter en faveur de ces mesures, arguant qu'elles risquaient de pousser les entreprises à quitter le pays. La taxe sur les rachats d'actions devrait rapporter environ 1,2 milliard d'euros, selon une coalition menée par les partis travailliste et les Verts, tandis que les fonds provenant de la taxe sur les banques devraient augmenter de 70% pour atteindre environ 850 millions d'euros. Ces mesures devraient couvrir environ 2 milliards d'euros de dépenses supplémentaires pour les augmentations du salaire minimum et les allocations familiales, dans le cadre du débat sur les amendements au budget 2024.

Ubisoft a connu une belle séance La Banque du Japon, dernière banque centrale à publier sa décision de politique monétaire cette semaine après celles des Etats-Unis, de la Turquie, de la Suisse, de la Norvège, du Royaume-Uni ou encore de la Suède, a maintenu ses taux inchangés, malgré une hausse des prix de 3,1% sur un an au mois d'août. Ce qui pèse sur le yen qui recule de 0,3% face au dollar. Du côté des valeurs, Ubisoft a progressé de 4,5%, la quasi-finalisation du rachat d'Activision par Microsoft ouvre de belles perspectives pour l'éditeur français avec la récupération des droits "cloud streaming" de très belles licences, comme la franchise "Call of Duty". En revanche, Solutions 30 a plongé de 16,8% après avoir déçu sur ses comptes semestriels. Akwel a gagné 3,12%, propulsé par l'amélioration de sa rentabilité au premier semestre.

Kering a par ailleurs progressé de 1,5% alors que Sabato de Sarno, directeur de la création de Gucci, a présenté sa première collection pour la griffe italienne ce vendredi à la fashion week de Milan. A noter que les banques néerlandaises, comme ING (-6%), ont été plombées par le feu vert des députés des Pays-Bas à une augmentation de la taxe sur les banques. Sur le marché des changes, l'euro est stable face au dollar à 1,0664 dollar (+0,04%). Du côté du pétrole, les prix restent orientés à la hausse après la décision de la Russie d'interdire temporairement les exportations d'essence et de diesel vers tous les pays, à l'exception de la Biélorussie, du Kazakhstan, de l'Arménie et du Kirghizistan. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre progresse de 0,3% à 93,53 dollars vers 17h40, tandis que le baril de WTI pour livraison en novembre également avance de 0,56% à 90,09 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 21 Septembre 2023					
Valeur : 25 Septembre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.0471	137.0621
1	EUR	EURO		146.2567	146.3001
1	GBP	POUND STERLING		168.6318	168.7126
100	JPY	JAPANESE YEN		92.4058	92.4471
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7641	18.7666
1	CHF	SWISS FRANC		151.4165	151.5001
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		101.5766	101.6178
1	DKK	DANISH KRONE		19.5877	19.5912
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3172	12.3257
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6850	12.6913
1	AED	UAE DIRHAM		37.3080	37.3222
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.5332	36.5392
1	KWD	KUWAITI DINAR		443.2312	443.8540
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.3669	43.8027
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3802	13.3817
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1013	28.2451
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6046	3.6050
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.8677	180.8677

EUR/USD

Des PMI peu reluisants, particulièrement en France

Cet article, en accès libre, est produit par l'équipe de recherche en analyse et stratégie boursière de BFM Bourse. Pour ne manquer aucune opportunité, consultez l'intégralité des analyses et découvrez nos portefeuilles en accédant à notre espace Privilèges. Le Dollar se trouvait conforté, face à l'Euro, après le FOMC de la Fed mercredi, a qui clairement ouvert la voie à des taux élevés, voire encore plus élevés, pour une longue période. On notera d'ailleurs que le rendement des obligations d'Etat américaines à 10 ans frôlait désormais les 4,50%. L'Euro, devise "à risque", restait pénalisée par l'ambiance de marché générale, ambiance alourdie davantage ce jeudi par la publication d'indicateurs d'activité particulièrement décevants dans les services et l'industrie. Il s'agit des données préliminaires du PMI services. La composante française, en particulier, pour le seul secteur des services, ressort à 43,9, manquant complètement les attentes. Le secteur industriel hexagonal n'est pas en reste. "En termes de faiblesse de la conjoncture industrielle, la France rattrape désormais l'Allemagne", commente froidement Dr. Cyrus de la Rubia, Chef économiste à Hamburg Commer-

cial Bank." "L'indice PMI pour le secteur manufacturier français s'est en effet replié en septembre, tandis qu'outre-Rhin, l'indice PMI correspondant s'est quelque peu redressé par rapport à son très faible niveau du mois d'août. Le secteur des services, en revanche, affiche des performances beaucoup plus faibles en France qu'en Allemagne, l'activité des prestataires de services allemands montrant des signes de stabilisation tandis que celle de leurs homologues français a de nouveau reculé. Cette différence peut s'expliquer par l'importance du marché du luxe en France, ce secteur subissant généralement de façon plus aigüe les effets d'un ralentissement économique que les autres prestations de services." On suivra à 15h45 des publications équivalentes pour les Etats-Unis. A la mi-journée sur le marché des changes, l'Euro se traitait contre 1.0630\$ environ. Le retracement quasi total des gains de juillet ne milite pas à ce stade pour une poursuite de l'avancée de la paire de devises, sans l'exclure formellement. Ce retracement, par son ampleur, affaiblit le message haussier alors délivré sur une bonne partie du

mois de juillet. L'issue du test en cours de la moyenne mobile à 50 jours (en orange) sera décisif. Le message baissier prend corps avec rupture - désormais validée - de la moyenne mobile à 50 jours par sa consœur à 20 jours (en bleu foncé), dans un angle important. La position vendeuse sera conservée tant que la dernière gravitera sous la première. L'avantage de ce plan d'investissement est la discipline qu'il induit par nature.

Prévision moyen terme

Au regard des facteurs graphiques clés que nous avons mentionnés, notre avis est négatif à moyen terme sur la parité Euro Dollar (EURUSD). Notre point d'entrée est à 1.0640 USD. L'objectif de cours de notre scénario baissier se situe à 1.0301 USD. Pour préserver le capital engagé, nous vous conseillons de positionner un stop de protection à 1.0761 USD. L'espérance de rentabilité de cette stratégie Forex est de 339 pips et le risque de perte s'établit à 121 pips.

AU JAPON

La banque centrale maintient ses taux bas malgré l'inflation

A rebours des autres institutions monétaires, la banque centrale du Japon a choisi de poursuivre une politique monétaire accommodante.

Sans surprise, la Banque du Japon (BoJ) a maintenu en fin de semaine sa politique monétaire ultra-accommodante, malgré l'inflation dans le pays qui demeure largement au-delà de sa cible de 2% et la grande faiblesse du yen par rapport au dollar. La BoJ va poursuivre ses achats obligataires illimités afin que les rendements japonais à dix ans ne dépassent pas 1%, sa nouvelle ligne rouge fixée en juillet, et elle a conservé son taux directeur négatif de court terme à -0,1%. « Le statu quo ne constitue pas une surprise. Après l'élargissement de la bande de fluctuations du taux 10 ans en juillet, il est difficile pour la BoJ d'enchaîner sur un nouvel ajustement majeur. Selon la BoJ, les conditions macroéconomiques ne sont pas réunies et des incertitudes, « extrêmement élevées », pèsent encore sur l'économie et les marchés financiers », a expliqué l'économiste de Groupama Thuy Vân Pham dans une note. Soulignant "un contexte d'incertitudes extrêmement élevées", entourant l'économie et les marchés financiers au Japon comme dans le reste du monde, la BoJ compte poursuivre "patiemment" son assouplissement monétaire, tout en réagissant "avec souplesse" à l'évolution de l'activité économique, des prix et des conditions financières, selon son communiqué.

Le yen repart en baisse
Ce statu quo a immédiatement tiré le yen vers le bas face au dollar et à l'euro: vers 09H00 GMT le billet vert valait 148,28



yens alors qu'il évoluait autour de 147,74 yens juste avant les annonces de la BoJ. La monnaie japonaise subit le décalage entre la politique monétaire japonaise ultra-accommodante et les relèvements des taux directeurs menés ailleurs comme aux Etats-Unis. Le yen est retombé ces derniers jours à ses plus bas niveaux depuis dix mois face au dollar, attisant des spéculations quant à une possible nouvelle intervention du Japon sur le marché des changes pour soutenir sa monnaie, comme à l'automne dernier. La BoJ continue aussi de penser que la hausse des prix à la consommation au Japon va probablement décélérer dans les mois à venir, une perspective qui justifie pour elle le maintien de

son cap ultra-accommodant.

Une inflation à 3,1%
L'inflation dans l'archipel est cependant restée stable en août, à 3,1% sur un an hors produits frais comme en juillet, selon des données du gouvernement publiées plus tôt ce vendredi, alors que les économistes tablaient sur un petit ralentissement. L'inflation au Japon a été d'abord tirée en 2022 par la flambée des prix de l'énergie dans la foulée du déclenchement de la guerre en Ukraine. Mais depuis début 2023 ce sont d'autres postes de dépenses qui la nourrissent, comme par exemple les produits alimentaires transformés et les services.

VENEZUELA

Maduro accuse le Guyana de se «transformer en une succursale» d'ExxonMobil

Le Président du Venezuela, Nicolas Maduro, a accusé mardi son homologue de Guyana, Irfaan Ali, de transformer son pays en «succursale» de la compagnie américaine ExxonMobil, dans le cadre de tensions autour de sites pétroliers offshore. «Président Irfaan Ali, assez de mensonges», a déclaré Nicolas Maduro sur le réseau social X, anciennement Twitter. «Assez d'irresponsabilité, de manipulation, de double discours, d'hypocrisie et de fausse victimisation. Dans son empressement à satisfaire de puissants intérêts transnationaux, il est en train de transformer le Guyana en une succursale d'ExxonMobil», a ajouté le dirigeant vénézuélien. «Les mesures prises par son gouvernement violent le droit international et mettent en péril la paix dans la région», a-t-il ajouté. «Nous défendrons toujours ce qui nous appartient», a déclaré pour sa part Irfaan Ali dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. «Nous rejetons totalement la tentative du Venezuela de perturber la paix», a poursuivi le dirigeant guyanien, appelant à ce que le conflit soit résolu par la Cour internationale de justice de La Haye, qui n'est pas reconnue par le Venezuela. Dans un communiqué, son gouvernement a qualifié de «fallacieuse» la revendication du Venezuela sur l'Essequibo, une région riche en ressources minières et qui couvre une large zone maritime riche en réserves pétrolières. Ce différend a été ravivé en 2015 lorsque l'entreprise pétrolière et gazière ExxonMobil a découvert des gisements de pétrole. Le Guyana, petit pays sud-américain de 800.000 habitants qui dispose des plus grandes réserves mondiales de pétrole brut par habitant, a exprimé sa «profonde inquiétude» au sujet d'un



référéndum que le parlement vénézuélien a annoncé vouloir organiser, sans préciser de date, pour réaffirmer «par le vote» les «droits inaliénables du Venezuela» sur la zone disputée. Dans une déclaration publiée vendredi soir, les 15 pays de la Communauté Caribéenne (Caricom) ont eux aussi déclaré être «très inquiets». Le bloc «considère l'intention déclarée du Venezuela d'appliquer toutes les mesures nécessaires pour empêcher les opérations autorisées du Guyana dans ses eaux (territoriales) comme une menace de recours à la force contraire au droit international». Le ministère vénézuélien des Affaires étrangères a réagi en accusant la Caricom de «manipuler la réalité». Dans son message à Irfaan Ali, Nicolas Maduro a accusé les États-Unis, qui soutiennent le Guyana, d'alimenter les tensions.

ETATS-UNIS

Passé d'armes entre les républicains et Biden sur le vote crucial du budget

Le président américain Joe Biden a pointé du doigt un petit groupe de républicains accusés de vouloir faire échouer le vote du budget la semaine prochaine. À un an de l'élection présidentielle américaine, les élus trumpistes sont à la manœuvre pour destabiliser l'administration démocrate. Les tensions s'aggravent aux Etats-Unis à un an de l'élection présidentielle. La menace d'une fermeture partielle des administrations fédérales américaines ("shutdown") a pris de l'ampleur en fin de semaine alors qu'une majorité d'élus de la Chambre des représentants, contrôlée par les républicains, s'est opposée pour la troisième fois au vote d'un texte sur les dépenses de défense. Il s'agit d'un nouvel échec pour le calendrier souhaité par le 'speaker' républicain e la Chambre, Kevin McCarthy, en dépit d'une réunion de plus de deux heures entre élus républicains pour tenter de trouver un consensus et écarter le spectre d'un quatrième "shutdown" en une décennie. La Chambre des représentants s'est opposée à 216 voix contre 212 à l'ouverture d'un débat sur un projet de loi de crédits de défense de 886 milliards de dollars, un petit groupe d'élus issus de l'aile la plus conservatrice du Parti républicain ayant mené une fronde. Biden pointe du doigt « un petit groupe de républicains extrémistes » Le président américain Joe Biden a accusé samedi "un petit groupe de républicains extrémistes" de menacer de déclencher une paralysie de l'administration fédérale, ou "shutdown", la semaine prochaine. M. Biden, qui s'exprimait lors d'un dîner au Congrès, a affirmé qu'il s'était entendu avec le président républicain de la Chambre des représentants Kevin McCarthy sur le niveau des dépenses publiques pour le prochain exercice budgétaire, qui débute le 1er octobre. Mais "aujourd'hui, un petit groupe de républicains extrémistes ne veut pas respecter l'accord et tous les Américains pourraient devoir en payer le prix", a-t-il déploré. "Le financement du gouvernement est l'une des responsabilités les plus fondamentales du Congrès. Il est temps que les républicains commencent à faire le travail pour lequel l'Amérique les a élus. Faisons-le", a-t-il ajouté.

Le Congrès divisé sur l'aide à l'Ukraine
Le Congrès américain, qui doit voter les financements du gouvernement fédéral avant le 30 septembre minuit, est actuellement divisé: le Sénat est dominé par les démocrates, mais la Chambre des représentants est sous le contrôle de l'opposition républicaine. La Maison Blanche souhaite inclure dans le budget une aide militaire et humanitaire de 24 milliards de dollars pour l'Ukraine. Cette mesure est soutenue par les démocrates et les républicains du Sénat, mais certains membres de la Chambre des représentants y sont farouchement opposés. Le vote du budget au Congrès tourne régulièrement au bras de fer entre les deux partis, chaque camp utilisant la perspective d'un shutdown pour obtenir des concessions de l'autre, jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée à la dernière minute. Le shutdown diffère du défaut de paiement, qui avait menacé l'économie américaine au printemps, et était, lui, lié au plafond de la dette que le Congrès devait relever. Les dépenses gelées en cas de shutdown sont moins importantes qu'en cas de défaut de paiement, selon le Comité pour un budget fédéral responsable, une organisation bipartisane. Les difficultés politiques ont attiré l'attention de Wall Street et des agences de notation, alors que les Etats-Unis ont écarté en juin le spectre d'un catastrophique défaut de paiement à l'issue de longues négociations entre démocrates et républicains. Fitch a abaissé en août la note de crédit des Etats-Unis à AA+.

La voiture électrique de Xiaomi sur le point d'être dévoilée ? Comme les Xiaomi 14 ?

Xiaomi serait sur le point de présenter ses Xiaomi 14 et sa MS11. Le premier est un smartphone, le second une voiture électrique ! Mi Car, Xiaomi Car quel sera le nom final de l'actuel projet MS11 chez Xiaomi ? Le suspens pourrait bientôt prendre fin. Et même très rapidement... C'est le site CarNewsChina, déjà à l'origine de quelques fuites concernant le nouveau venu sur le marché de l'automobile qui dévoile l'information. Le média, visiblement très bien informé, affirme que Xiaomi serait à quelques semaines de dévoiler son premier véhicule électrique. L'annonce pourrait avoir lieu début novembre en même temps que l'officialisation des Xiaomi 14. Le fabricant de smartphones et autres trottinettes en serait, dans tous les cas, à la toute fin du processus qui aboutira au lancement de sa première voiture. Toujours selon le même média, Xiaomi produirait actuellement quelque 50 prototypes par semaine. Ceux-ci serviraient pour les derniers tests avant la mise sur le marché, mais aussi afin d'obtenir les diverses homologations nécessaires pour la commercialisation. Selon une autre source de CarNewsChina, la dernière vague de prototypes, celle qui doit recevoir l'aval du Ministère de l'Industrie, de l'Information et de la Technologie (MIIT) serait sur le point d'être lancée. L'autorisation finale pourrait être délivrée à Xiaomi dans un délai maximum de deux mois.

Un nouveau concurrent pour la Model 3

À quelques jours du lancement probable, les rumeurs concernant la fiche technique de la voiture n'ont pas évolué. Et les clichés des prototypes camouflés, confirment ce que l'on savait déjà. À savoir que la MS11 sera une berline électrique Coupé, qui affichera des proportions proches d'une Tesla Model 3. Selon les fuites les plus récentes, le premier véhicule électrique de Xiaomi vise très haut en matière d'autonomie puisqu'il pourrait embarquer une batterie de 101 kWh. En conséquence son autonomie dépasserait les 700 km. Basé sur une architecture 800V, la MS11 sera aussi capable de vitesses de recharge très élevées. Enfin, le média chinois confirme que Xiaomi est toujours en plein processus de recrutement. Celui-ci concerne du personnel d'usine, très spécialisé. Environ 100 personnes auraient déjà rejoint les rangs du fabricant ces derniers jours. Xiaomi se montrerait d'ailleurs très exigeant sur les critères pour travailler sur le projet MS11. Ainsi, des personnes ayant travaillé pour Mercedes ou Tesla auparavant se seraient vu recalées à l'embauche en raison précisément de leur CV. Il s'agirait de la dernière vague de recrutements pour Xiaomi avant les embauches, bien plus massives, de personnel dédié à la production du véhicule.

LANCIA SE RÉINVENTE

Découvrez ce que la marque nous prépare pour les 10 prochaines années

Lancia, la marque italienne au riche héritage automobile, fait un retour attendu sur le marché français avec une série de projets ambitieux pour les années à venir. La confirmation de ce come-back a été donnée lors de la présentation européenne du concept Pu+Ra HPE à l'ambassade d'Italie à Paris. Cette annonce marque un tournant significatif pour les amateurs de design italien et d'innovation automobile en France.

Avec plus d'un siècle d'histoire derrière elle, Lancia représente l'élégance italienne intemporelle. La marque est connue pour ses véhicules emblématiques tels que la Delta et la Stratos. Ses victoires en rallye ont contribué à son succès par le passé. Elle s'engage à poursuivre son héritage en matière d'innovation et de design intemporel. Toutefois, la marque évolue avec son temps en mettant l'accent sur le développement durable et un nouveau mode de commercialisation.

À peine relancer, Lancia abandonnera le thermique dans 5 ans

La nouvelle Lancia Ypsilon sera proposée en France à partir du second semestre 2024. L'arrivée de Lancia en France est un jalon significatif dans la renaissance de la marque, qui s'inscrit dans le cadre du plan stratégique « Dare Forward 2030 » de Stellantis. Dans un avenir proche, Lancia disposera de points de vente dans 70 grandes villes européennes. Avec la moitié des ventes réalisée en ligne, Lancia va également se concentrer sur ce mode de distribution. Les



nouveaux showrooms offriront aux clients une expérience immersive, combinant à la fois le monde en ligne et hors ligne, tout en reflétant l'élégance et le design italien. Lancia prévoit le lancement de trois nouveaux véhicules, à un rythme de un modèle tous les deux ans, à commencer par la nouvelle Ypsilon en 2024. À partir de 2026, la marque se concentrera sur le développement des voitures 100 % électriques. 2028 marquera la fin de la commercialisation des motorisations thermique pour la marque, à

l'image des décisions prises par de nombreux constructeurs. La marque profitera, à n'en pas douter, de synergie entre les filiales du groupe Stellantis, notamment sur ses plateformes ou ses motorisations électriques comme celle de la nouvelle Peugeot e-208 ou de la future Fiat 600.

Le manifeste de Lancia : le Pu+Ra HPE

Le concept car Lancia Pu+Ra HPE incarne la vision de la marque pour les prochaines années. Cette voiture électrique

100 % électrique incarne les principes de design, d'ambiance intérieure, de durabilité, d'électrification et de technologie conviviale. Son aérodynamisme est optimisé pour offrir une efficacité maximale en matière d'efficacité. Le Pu+Ra HPE emprunte les codes du design intérieur italien grâce à une collaboration avec Cassina, spécialiste du mobilier haut de gamme. Il offre une expérience italienne authentique, où la voiture est un prolongement de son domicile.

TESLA

Faut-il attendre le restylage de la Model Y ?

Model 3 et 45 990 euros pour la Model Y en Propulsion, ou à 50 990 euros pour la Model 3 et 52 990 euros pour la Model Y en Grande Autonomie. Les versions Propulsion des Model Y et de la Model 3 peuvent accéder au bonus écologique, sans faire de jaloux. Mais là encore attendre pour choisir la Model Y s'avère risquer alors que le bonus écologique pourrait disparaître l'année prochaine. Dès le 15 décembre prochain, la politique d'attribution de l'aide de l'État évoluera. En partie de production chinoise pour le marché français, les Model 3 et Model Y Propulsion n'entreraient plus dans les critères du bonus qui demandera à ce que les voitures électriques soient assemblées en Europe. Les avantages de la nouvelle Model 3 À l'avantage de la Model 3, l'écart se creuse surtout sur l'autonomie, en attendant que la Model Y ne soit restylée. Avec 4,5 % supplémentaires grâce à des travaux sur l'aérodynamisme et sur les roues, la Model 3 restylée offre 22 kilomètres de plus sur sa version Propulsion et 27 kilomètres de plus sur sa version Grande Autonomie comparé à l'ancienne génération de la berline compacte. Elle propose ainsi de 554 à 678 kilomètres d'autonomie



quand la Model Y se limite entre 455 et 533 kilomètres (données selon le cycle WLTP). La nouvelle Model 3 s'attaque aussi à ce qui fait la différence sur la Model Y : l'habitabilité. Avec son restylage, la berline compacte offre plus de place, propose de meilleurs matériaux pour le mobilier et une insonorisation

plus exemplaire. À l'arrière, un nouvel écran vient se greffer pour les passagers, un argument important alors que la concurrence ne propose pas d'équivalent, même chez les marques premium allemandes. Là encore, il faudra attendre le restylage de la Model Y pour espérer trouver une telle dotation.

Android 14 vous permettra d'utiliser votre smartphone en webcam sur votre PC

La prochaine version d'Android embarquera, dans une mise à jour future, une fonction qui vous autorisera à utiliser l'appareil photo de votre smartphone pour en faire une webcam pour votre ordinateur.

Utiliser son smartphone comme une webcam pour son ordinateur, l'idée n'est pas nouvelle. Il existe déjà une multitude d'applications mobiles qui proposent de le faire, moyennant l'installation d'un logiciel serveur sur l'ordinateur. Android 14 pourrait vous permettre de vous affranchir des applications tierces puisque l'OS embarquerait nativement cette fonctionnalité.

Le géant de Mountain View a visiblement été bien inspiré par ce qu'Apple propose déjà avec iOS. Depuis iOS 16, les utilisateurs d'iPhone peuvent utiliser la caméra arrière de leur appareil en tant que Webcam sur les Mac. Mais à la différence d'Apple qui ré-

serve cette fonctionnalité aux seuls appareils de sa marque, Google, lui, permettrait d'utiliser un smartphone Android comme Webcam aussi bien sous Windows, que sur macOS et Linux.

Une fonction bientôt disponible sur tous les smartphones sous Android 14. Cette nouvelle fonctionnalité fait partie intégrante de la première bêta d'Android 14 QPR1. Il s'agit de la première mise à jour majeure d'Android 14 qui sortira d'ici à quelques mois, alors même que la version finale d'Android 14 ne sera déployée qu'à partir du 4 octobre prochain. Cette bêta n'étant disponible que sur les appareils Pixel, cela signifie que, pour l'instant, seuls les smartphones de Google peuvent profiter de cette fonctionna-

lité. Néanmoins, la fonctionnalité ne serait pas exclusive aux Pixel et serait disponible très prochainement sur tous les appareils capables d'exécuter Android 14.

Pour utiliser son smartphone comme Webcam sur un PC, sans avoir à télécharger ni installer de logiciel tiers, il vous faudra impérativement connecter votre terminal à votre ordinateur à l'aide d'un câble USB. Et c'est là toute la force du système choisi par Mountain View en comparaison avec la solution d'Apple. Le système envisagé par Google s'appuie en effet sur le standard UVC (USB Video Class), ce qui lui permet de fonctionner sur n'importe quel ordinateur, quel que soit le système d'exploitation utilisé.

Vous devrez ensuite sélec-

tionner le mode recharge USB dans la notification affichée sur l'écran du smartphone. Vous pourrez alors sélectionner la fonction Webcam dans le menu détaillant les différentes options disponibles avec la connexion USB. Il vous faudra ensuite déployer le centre de notifications et sélectionner la notification associée au mode Webcam. Votre smartphone vous invitera ensuite à configurer vos préférences, notamment choisir le module caméra à utiliser, ou le niveau de zoom à appliquer. Vous profiterez ainsi de la qualité des modules caméra de votre smartphone, et pourrez, par exemple, utiliser le module grand angle de votre appareil si celui-ci en possède un.

IPHONE 15

Les 3 changements inédits apportés par Apple à ce smartphone révolutionnaire

La sortie tant attendue de l'iPhone 15, disponible jusqu'ici en précommande, et de ses déclinaisons a lieu ce vendredi 22 septembre 2023 partout en France. Plongez dans les caractéristiques phares de ce smartphone Apple qui s'annonce comme un véritable game-changer sur le marché.

Avec le lancement de sa nouvelle gamme d'iPhone 15, Apple marque un renouveau bien plus passionnant que celui intervenu entre les deux modèles précédents il y a un an. Découvrez les changements inédits de ce smartphone révolutionnaire disponible en vente physique et chez les marchands en ligne à partir d'aujourd'hui.

Conformément aux attentes, tous les modèles d'iPhone 15 (ainsi que les AirPods Pro de 2ème génération) sont désormais équipés d'un port USB-C. Cette transition s'inscrit dans le cadre des normes de l'Union Européenne, qui vise à promouvoir et à imposer l'utilisation d'un chargeur universel pour tous les fabricants. Apple a donc choisi de laisser de côté son port Lightning au profit de l'USB-C. Cette évolution offre plusieurs avantages indéniables. Tout d'abord, les utilisateurs de l'écosystème Apple peuvent désormais recharger leur iPhone, leur iPad et leur Mac avec un seul câble, simplifiant ainsi leur vie quotidienne. De plus, cela ouvre la porte à la compatibilité des accessoires pour smartphones Android avec l'iPhone, élargissant ainsi les options pour les utilisateurs.



Un bouton Action tout nouveau et personnalisable. Déjà introduit l'année dernière avec la sortie de l'Apple Watch Ultra, le tant attendu nouveau bouton action va bel et bien remplacer le commutateur commutateur sonnerie/silencieux, présent depuis l'apparition du premier iPhone en 2007. Seuls les modèles Pro et Pro Max intègrent ce nouveau bouton Action qui permet à l'iPhone de se rapprocher encore plus de ses concurrents. Positionné sur le côté gauche de l'appareil,

à l'emplacement précédemment occupé par le commutateur, ce nouveau bouton a pour vocation de permettre la configuration de raccourcis vers les fonctionnalités les plus fréquemment utilisées. En effectuant une pression prolongée sur cette touche, vous aurez accès à une gamme d'options pratiques, parmi lesquelles : Mode Silence, Mode Concentration, Appareil photo, Lampe torche, Dictaphone, Traduction, Loupe, Raccourci, et Accessibilité.

Les nouveaux AirPods Pro 2 ont bien quelque chose en plus

Le boîtier USB-C n'est pas la seule nouveauté des AirPods Pro 2. Apple a également mis au point un système d'écoute sans pertes fonctionnant avec le casque Vision Pro... qui n'est pas compatible avec les AirPods Pro 2 Lightning. Le constructeur a enfin donné une explication.

Il sera possible d'écouter de la musique dans un format sans pertes entre le Vision Pro et les nouveaux AirPods Pro 2, mais pas avec les « anciens » AirPods Pro 2, ceux qui étaient vendus avec un boîtier Lightning. Pour une raison obscure, Apple a décidé de ne pas changer de génération pour ses nouveaux écouteurs alors que manifestement, ce ne sont pas tout à fait les mêmes.

Si cette histoire a de quoi décevoir, voire frustrer, les possesseurs d'AirPods Pro 2 Lightning — ils ne pourront pas écouter de musique lossless avec le casque de réalité mixte —, Apple a fini par éclaircir la situation. Eric Treski, directeur produit marketing, et Ron Huang, vice-président connectivité, ont expliqué au youtubeur Brian Tong que la puce H2 des écouteurs et du Vision Pro fonctionnait sur la bande de fréquence des 5 GHz.

Cette puce fait office de véritable cerveau, elle gère la réduction de bruit des AirPods, s'assure du meilleur rendu possible de la musique, et c'est elle aussi qui permet des fonctions comme l'audio adaptatif ou encore la détection des conversations, des nouveautés apparues avec iOS 17.

Sur les précédents AirPods Pro 2, la puce H2 transmet les données sur la fréquence 2,4 GHz. Si la communication sera toujours possible avec le Vision Pro, il faut que les deux appareils — écouteurs d'un côté, casque de l'autre — soient sur la même fréquence, en l'occurrence celle des 5 GHz. Malheureusement, les deux dirigeants d'Apple n'entrent pas dans les détails, mais on peut supposer qu'avec ses capacités de multiplexage (la bande des 5 GHz a plus de canaux que celle de 2,4 GHz) et son débit plus rapide, les 5 GHz permettent une meilleure qualité de transmission pour un volume plus important de données. C'est évidemment essentiel pour le streaming de musique sans pertes, puisque les fichiers sont plus lourds que pour les morceaux compressés.

Ça ne reconfortera pas les propriétaires d'AirPods Pro 2 Lightning, et ça n'explique pas pourquoi Apple n'en a pas profité pour lancer des AirPods Pro 3. Mais au moins techniquement c'est une explication qui semble tenir la route ! Et peut-être quelle annonce l'intégration de cette puce H2 5 GHz ou de sa technologie dans d'autres appareils à l'avenir.

Mots fléchés

Présentation de crustacés	Plumard	Bonne farce	Cumul	Lésée	Fleuve de Sibérie	Alcoolique	Dirigée
Sport de montagne	Acte d'huissier	Sel	Guide de montagne		Vent froid		Oraison
Fleur de Bretagne						Lombric	
Travail forcé						Critiqué	
		Opinion à démontrer			Va au hasard		
		À la mode					
Allonger				Activités de loisirs	Parfum		
Travail dans l'arène							
			Vase		Le moi du psy		Exprimée
			Insoumis		Domestique		
Note ancienne		Angoisse			Naturaliste		
Idem		Profit			Détester		
	Crie dans les bois			Cherche la perle rare			Aïeul
	Chair animale						
La première dame			Passereau			Bradype	
Pour			Petit morceau			Ville du Mexique	
				Bisets			
Blaireau d'Amérique			Petite surface			Balle gagnante	
			Cagneuses			Vieille colère	
Morceau de canard			Partie		Pugilat		Abreuvoirs
Abri douillet			Sans âme		Rapace nocturne		
		Revendication					
		Récit					
Petit écran				Menue monnaie		Naturel	
						Roi du pétrole	
Maxime	Extrait						Firme allemande
	Sauf-conduits						Veste prussienne
				Avec les coutumes		Demi	Affecté
						Généteur	Choisis
Abrasifs					Souricières		
Gigolo					Lieu d'apprentissage		
			Incessant				
			Réservé au pote				Petit stère
Fin américaine			Souverain déchu			Fondement	
Fixe l'aviron							
				Napperon		Vers l'Alsace	

Sept morts et 170 blessés ces dernières 24 heures

Sept (7) personnes sont décédées et 170 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Médéa avec 03 personnes décédées, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion sur la RN N 18 au lieu-dit Sidi Abdelaziz, commune de Béni Slimane, précise la même source.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Séminaire sur "la cybercriminalité" avec la participation d'acteurs nationaux et étrangers

Le ministère de la Justice a organisé, dimanche à Alger, en partenariat avec le programme européen de lutte contre la cybercriminalité, un séminaire national sur "la cybercriminalité", avec la participation d'acteurs nationaux et étrangers. A cette occasion, le Directeur général (DG) des affaires judiciaires et juridiques par intérim au ministère de la Justice, Abderrezak Bensalem a indiqué que le séminaire qui intervient dans le cadre du programme "CyberSud" relatif à la cybercriminalité et aux preuves numériques, vise à "évaluer ce qui a été réalisé et à préparer le prochain projet, dont l'édition débutera en 2024". Selon le même responsable, "le programme a permis de consolider les capacités de la police judiciaire et des magistrats dans un domaine très sensible, celui de la cybercriminalité, tandis qu'à l'avenir l'accent sera mis sur ce qui a trait aux outils dans différents domaines de coopération". M. Bensalem a, en outre, affirmé que le système juridique national est un système complémentaire qui s'est renforcé récemment avec l'installation de l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel, ce qui est à même de permettre aux cadres juridiques, réglementaires et institutionnels de répondre aux normes internationales prévues dans la Convention de Budapest sur la cybercriminalité, et dans le 1er et 2e protocole. Abordant dans le même contexte l'importance de la coopération internationale en matière de lutte contre la cybercriminalité, M. Bensalem a estimé que le programme a été bénéfique dans ce volet, notamment concernant la preuve immatérielle.

POUR RENFORCER LA VOIX AFRICAINE AU SEIN DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU

L'Algérie ne ménagera aucun effort

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a réaffirmé à New York, le ferme engagement pris par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à savoir que l'Algérie ne ménagera aucun effort pour renforcer la voix africaine au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. "Je tiens tout d'abord à saluer et à apprécier tout particulièrement l'invitation faite à mon pays de participer à cette réunion, en tant que membre africain entrant au Conseil de sécurité des Nations unies", a déclaré M. Attaf dans une allocution prononcée samedi à New York, lors d'une réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) ayant pour thème: "Garantir un financement durable et permanent aux opérations de maintien de la paix relevant de l'organisation continentale". "Permettez-moi de réaffirmer devant

vous le ferme engagement pris par le président Abdelmadjid Tebboune lui-même, à savoir que l'Algérie ne ménagera aucun effort pour renforcer la voix africaine au sein du Conseil et pour refléter fidèlement les vues, les préoccupations et les aspirations de notre continent au sein de cet organe majeur des Nations unies", a-t-il souligné. "C'est très bénéfique pour nous qui nous préparons à assumer la responsabilité de servir l'Afrique et d'honorer le mandat que nous avons aimablement reçu de notre organisation continentale, l'Union africaine. Nous nous engageons à être à la hauteur de la confiance qui nous a été accordée", a-t-il poursuivi. Et d'ajouter: "Nous serons plus qu'honorés de le faire, en comptant sur les efforts sincères et les progrès remarquables accomplis par nos chers frères et sœurs du Ghana, du Gabon et du Mozambique, les membres africains

actuels du Conseil de sécurité qui ont si bien défendu nos causes communes". En outre, M. Attaf a souligné que la voix africaine, sage et engagée, "est en effet très nécessaire dans ce contexte mondial critique et difficile, pour aider à combler les divisions croissantes et à surmonter la polarisation croissante qui a un impact lourd et négatif sur l'efficacité du Conseil dans la lutte contre les menaces à la paix et à la sécurité". "Deuxièmement, elle offre une alternative au modèle de paix actuel des Nations unies, qui a atteint les limites de ce qu'il peut ou ne peut pas faire", a-t-il enchaîné. Et aussi "elle démontre l'engagement et la volonté de l'Afrique d'apporter sa propre contribution et d'apporter sa juste part au système de sécurité collective tel que prévu par la Charte des Nations unies", a encore dit le ministre.

R N.

ALGER

Saisie de plus de 1,5 million unités de produits pyrotechniques

Les services de sécurité de la wilaya d'Alger ont démantelé, le week-end dernier, un réseau criminel composé de quatre individus impliqués dans une affaire de contrebande de 1.506.290 unités de produits pyrotechniques de différents types, a indiqué dimanche un communiqué de ce corps de sécurité. Cette quantité considérable de jeux pyrotechniques et de pétards « saisie dans

deux entrepôts à Heraoua (Daïra de Rouiba) et Ouled Fayet (Daïra de Cheraga), vaut sur le marché près de 40 milliards de centimes et était destinée à être commercialisée à l'occasion du Mawlid Ennabaoui ». Cette opération, menée par la circonscription-centre de la police judiciaire de la sécurité d'Alger sous la supervision du Procureur de la République près le

tribunal de Sidi M'hamed, a également permis de « saisir et de récupérer 273.290 unités de fumigènes et 1.233.000 unités de pétards de différents types ». Les suspects ont été présentés, jeudi dernier, devant le Procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed pour « formation d'une bande criminelle organisée en vue de préparer des crimes de

contrebande internationale de pétards et de marchandises prohibées dangereuses attentant à l'économie nationale et à la santé publique, utilisation de dépôts et de moyens de transport pour la circulation, le transport et la vente de marchandises prohibées, création d'un atelier clandestin pour la fabrication de pétards sans licence, avec récidive », selon la même source.

POUR LA CAMPAGNE «UN CARTABLE POUR L'AVENIR»

LG Algérie s'associe avec Sidra

Dans le cadre de son engagement caritatif et fidèle à son statut d'entreprise exemplaire en matière de responsabilité sociale, LG Electronics Algérie a participé ce dimanche pour la deuxième fois à la campagne de don de fournitures scolaires intitulée « Un cartable pour l'avenir », menée par l'association SIDRA. Cette initiative vise à offrir aux élèves issus de familles défavorisées de la wilaya d'Adrar la possibilité de débiter l'année scolaire 2023 avec

confiance. Cette action caritative s'inscrit dans la lignée des précédentes initiatives de LG Electronics visant à promouvoir la solidarité et le partage. Elle démontre l'engagement continu de l'entreprise en matière de Responsabilité Sociétale envers la communauté et la volonté de contribuer positivement à la vie des enfants scolarisés. Le coup d'envoi de cette noble action a été donné au niveau du siège de l'association Sidra à Belouizdad(Alger), en présence

de représentants de LG Algérie, de bénévoles engagés de l'association ainsi que des médias qui ont activement participé au remplissage des sacs à dos avec les fournitures scolaires. En contribuant aux besoins éducatifs essentiels des enfants défavorisés, LG Algérie aspire à encourager la persévérance scolaire et à offrir un avenir meilleur aux jeunes générations. A cette occasion, Belkaidi-mehdi Responsable marketing et relation publiques :«Chez LG

Algérie, nous croyons que l'éducation est la clé de l'avenir. C'est pourquoi nous sommes fiers de nous associer à l'association Sidra pour la 2 ème fois afin d'apporter notre contribution à l'éducation des enfants défavorisés d'Adrar. Nous espérons que ces fournitures scolaires aideront ces jeunes à s'épanouir académiquement et à réaliser leurs rêves».À travers ces actions, LG Electronics confirme son rôle actif dans la société, en contribuant pleinement à son bien-être par le

biais d'initiatives caritatives solidaires et de partage. Le représentant de l'association Sidraa, pour sa part, salué la contribution de LG Algérie et a déclaré :«Nous sommes profondément reconnaissants envers LG Algérie pour leur soutien continu à notre cause. LG est un partenaire fidèle sur lequel nous pouvons compter et ensemble, nous pouvons ainsi créer un impact positif durable dans la vie de ces enfants en leur fournissant les outils nécessaires pour réussir à l'école.»